

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 2 / JUIN 2016
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch



Réfugiés et migrants

**Bien gérée, la mobilité humaine
contribue au développement**

Macédoine

Les jeunes quittent un pays appauvri

Renouveau au Guatemala

La population a soif de cinéma



Sommaire

DOSSIER



RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

6 Sur les routes de l'exil, par choix ou par nécessité

La communauté internationale le reconnaît aujourd'hui : les migrations contribuent substantiellement au développement des pays d'origine et de destination ainsi qu'à la réduction de la pauvreté

12 Quitter son île dans la dignité

Entretien avec Walter Kälin, professeur émérite de l'Université de Berne

14 Des migrants mal accueillis, mais indispensables

Une étude de l'EPFZ examine le lien entre urbanisation croissante et mobilité humaine

16 Recommencer à vivre dans un pays à feu et à sang

Malgré la guerre qui s'éternise, de nombreux Syriens tentent de reconstruire leurs vies

17 Faits et chiffres

HORIZONS



18 La dégringolade d'un enfant-modèle

La Macédoine, pays appauvri, doit faire face à l'afflux de réfugiés qui veulent gagner l'Europe de l'Ouest. En même temps, elle voit ses jeunes s'exiler par milliers.

21 Sur le terrain avec...

Frank Wiederkehr, conseiller régional pour l'eau et l'environnement au bureau de la coopération suisse à Skopje

22 Vouloir, c'est pouvoir

Fikret Zendeli évoque la différence de mentalité entre la Macédoine et la Suisse

DDC



23 L'avenir aura le goût du miel

La production de miel et de cire est porteuse d'espoir pour les apiculteurs du Darfour

24 Ouvrir des perspectives à la nouvelle génération

Au Kosovo, peu de jeunes ont la chance de trouver du travail. C'est pourquoi la DDC soutient la création d'emplois.

FORUM



27 Faut-il rebattre les cartes de la coopération ?

Le groupe des pays à revenu intermédiaire s'agrandit et le nombre de pauvres diminue. La coopération au développement s'adapte à cette évolution.

30 La Colombie en mouvement

Carte blanche : Ana María Arango raconte comment elle et ses compatriotes se préparent à vivre dans un pays pacifié, où le débat politique sera ouvert aux voix divergentes

CULTURE



31 Le Guatemala a soif de cinéma

En remportant un Ours d'argent à la Berlinale, le réalisateur guatémaltèque Jayro Bustamante a inscrit son pays sur la carte mondiale du septième art

- 3 Éditorial
- 4 Périscope
- 26 DDC interne
- 34 Service
- 35 Coup de cœur avec Meral Kureysi
- 35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



Un migrant à Phoenix, un autre à Berne

Je vous prie de m'excuser si, pour une, fois je n'aborde pas la thématique de ce numéro – la migration – avec l'objectivité administrative qui siedrait à un sujet aussi complexe. J'aimerais plutôt vous faire part de deux récits personnels d'émigration.

Il y a 32 ans, fraîchement marié à mon épouse américaine Christine, j'ai déménagé aux États-Unis. Je suis devenu avocat en Arizona, un État baigné de soleil. Le choix de ce lieu était loin d'être innocent, car je me voyais avant tout comme un « réfugié climatique » à la recherche d'un ciel sans brouillard (j'ai grandi dans la vallée de la Limmat). Mon intégration à Phoenix – sur le plan social, culturel, linguistique et professionnel – a été aussi complète et rapide que possible. Pourtant, pas un jour ne s'est passé sans que je n'aie eu conscience de mon altérité.

Il y a huit ans, alors que nous vivions à Berne, Christine et moi avons fait la connaissance d'un réfugié afghan de 16 ans. Étant donné que je ne lui ai pas parlé de cet éditorial, je l'appellerai Aamir, un prénom fictif. Cet adolescent avait fait le voyage, via la Turquie, par ses propres moyens. Il avait dû surmonter d'énormes difficultés, tant physiques que psychiques, pour gagner la Suisse, pays dont il avait entendu tellement de bien à Mazar-i-Sharif. Christine et moi lui avons enseigné l'anglais et l'allemand. Nous l'accompagnions lors des soirées de parents à l'école professionnelle, ainsi que lors des auditions – très approfondies, mais toujours correctes – menées par l'Office fédéral des réfugiés (aujourd'hui Secrétariat d'État aux migrations). Et lorsqu'il y avait trop d'agitation au centre de requérants d'asile, Aamir pouvait toujours dormir chez nous. Un sujet récurrent, au souper, était la religion – nous parlions de ce qui nous différencie, bien sûr, mais surtout de ce qui nous lie. Aujourd'hui, Aamir est le fier titulaire d'un diplôme professionnel. Il est encore plus fier de l'adorable petite fille qu'il vient d'avoir avec son épouse. Je ne crois pas qu'il s'interroge souvent sur son « altérité » à Ostermundigen, où il est établi. La Suisse est maintenant sa patrie – on ne se pose pas tellement de questions quand on n'a pas le choix.

Ces deux histoires – celle d'Aamir et la mienne – ne pourraient être plus différentes l'une de l'autre. Cependant, elles ont un important point commun : la volonté compréhensible d'améliorer ses conditions de vie. Comprendre ne suffit pas pour trouver des solutions aux problèmes que pose la migration sur le plan humain, juridique et politique. Mais c'est un point de départ. Pour s'attaquer aux causes, il faut d'abord les comprendre.

J'aimerais maintenant en venir au travail de la DDC. Comprenez-moi bien : la coopération internationale n'empêche pas la migration. Celle-ci fait partie intégrante de l'histoire humaine – parfois pour le bien des personnes concernées, parfois pour leur malheur. Par son engagement en faveur de la justice, de la stabilité et de la croissance économique dans ses pays partenaires, la coopération au développement contribue toutefois à créer des conditions dans lesquelles moins de gens souhaitent émigrer. De son côté, l'aide humanitaire, en allégeant les souffrances et la misère provoquées par des conflits armés ou des catastrophes naturelles, réduit le nombre de personnes qui sont contraintes de quitter leur pays.

La coopération au développement et l'aide humanitaire sont deux instruments interdépendants et complémentaires. Il faut éviter de les mettre en concurrence, comme cela se fait hélas souvent aujourd'hui dans une perspective à court terme. Vu l'ampleur des crises actuelles, je pense que nous devrions être capables de pratiquer l'une et l'autre.

*Manuel Sager
Directeur de la DDC*

(De l'allemand)

Périscope

Jiro Ose/Reflux/laif



Des soins dispensés par la voisine

(fu) Dans les zones rurales d'Éthiopie, le dispensaire le plus proche est souvent très éloigné et le chemin pour s'y rendre est difficile. De plus, le pays ne compte pas plus de trois médecins pour 100 000 habitants. C'est pourquoi le gouvernement éthiopien a opté il y a dix ans pour une solution inhabituelle : dans les villages reculés, quelques habitantes apprennent à dispenser des soins médicaux de base. Dans certains cas, cela permet d'éviter une visite chez le médecin. Environ 40 000 femmes ont déjà suivi cette formation. Elles peuvent administrer des vaccins, poser un diagnostic simple et suivre le processus de guérison. Ce travail, qui est rémunéré, améliore également leur statut social. Les résultats sont encourageants : selon des spécialistes, l'allongement de l'espérance de vie ainsi que la diminution des cas de paludisme et de sida sont dus en partie à ce programme. Des projets similaires ont d'ores et déjà été lancés dans plus de dix autres pays d'Afrique.

La retraite n'est pas pour tous

(bf) Selon un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT), 48% des personnes arrivées à l'âge de la retraite ne touchent aucune rente. Et pour beaucoup de celles qui en bénéficient, les montants ne sont pas suffisants. Pourtant, presque tous les États reconnaissent le droit à

la sécurité des revenus durant cette période de la vie et à une rente appropriée. Selon les pays, l'âge légal de départ à la retraite oscille entre 50 et 70 ans. C'est dans les pays en développement, où l'espérance de vie est relativement brève, qu'il est le plus bas. Dans une vingtaine d'États, en particulier en Afrique australe, l'âge de la retraite est nettement supérieur à l'espérance de vie. Dans des pays comme l'Angola, le Tchad et le Nigeria, la probabilité qu'un jeune aujourd'hui âgé de 15 ans décède avant d'avoir atteint 60 ans équivaut à un sur trois. Au Lesotho et au Swaziland, environ la moitié des jeunes de 15 ans ne fêteront pas leur 60^e anniversaire.

Johann Rousselet/laif



De l'électricité solaire pour l'Afrique

(fu) En Afrique subsaharienne, deux tiers de la population n'a toujours pas l'électricité.

L'absence de courant freine la croissance économique dans bien des pays. Pour Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU, elle limite de manière injuste et dégradante les possibilités et les libertés de millions d'Africains. Le continent regorge pourtant d'une ressource considérée communément comme l'agent énergétique du futur : le soleil. Les progrès technologiques ont fait chuter le prix des installations photovoltaïques d'environ 70% ces six dernières années, ce qui rend cette énergie compétitive. De grandes centrales ont déjà été construites dans plus de quinze pays africains. Investir dans des installations plus petites et décentralisées est tout aussi prometteur. On en construit surtout dans des régions qui ne sont pas raccordées au réseau électrique. L'entreprise kenyane M-Kopa a conçu un modèle commercial qui met de tels systèmes à la portée des pauvres. Elle a déjà vendu à plus de 150 000 ménages, dans trois pays d'Afrique de l'Est, des installations comprenant un panneau solaire, trois lampes et une prise électrique. Leur prix est d'environ 200 dollars. Les clients versent un acompte de 30 dollars au moment de l'achat, puis ils s'acquittent du reste de la facture en effectuant des virements quotidiens de 50 cents – généralement par téléphone portable – pendant une année.

Le potentiel touristique de l'Afrique

(bf) L'industrie du tourisme place beaucoup d'espoirs dans le continent africain. Lors d'un forum international sur l'investissement hôtelier, l'an dernier à



Urban Zemel/laif

Vienne, des participants ont relevé que le tourisme devrait connaître une forte croissance dans les pays situés au sud du Sahara : d'ici 2017, des investisseurs internationaux, en priorité les chaînes Hilton et Marriott, y construiront quelque 40 000 nouvelles chambres d'hôtel. Viendront s'y ajouter les hôtels locaux, qui sortent partout de terre comme des champignons. Yves Ekoué Amaïzo, directeur de la société britannique de conseil MutAgile, est persuadé que le potentiel touristique est élevé, en particulier dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Deux tiers des habitants sont jeunes et les coûts salariaux sont encore relativement bas, a relevé cet économiste togolais. « Si la formation, les prix et la qualité des prestations correspondent aux attentes, les entreprises et les particuliers afflueront en Afrique. »

Femmes défavorisées en Inde

(bf) Que ce soit en politique, dans l'économie, en matière de formation ou de santé, les Indiennes sont loin de bénéficier des mêmes droits que leurs compatriotes masculins. Selon l'indice d'inégalités de genre (IIG) publié dans le *Rapport sur le développement humain 2015*, l'Inde se classe au 130^e rang sur 155 pays. L'IIG mesure les inégalités dans trois domaines : la



santé reproductive, l'autonomisation et le statut économique. La plus grande démocratie du monde se distingue notamment par la faible représentation féminine au Parlement : les femmes n'occupent que 12,2% des sièges. Ranjana Kumari, direc-



Kathrin Harms/laif

trice du Centre de recherche sociale, à New Delhi, a son idée pour promouvoir enfin l'égalité entre femmes et hommes :

« La clé de l'égalité des droits réside dans les ressources. Nous avons besoin d'un budget qui tienne compte des aspects sexospécifiques et d'une allocation ciblée des fonds. Toute percée vers l'égalité passe aussi par un changement des mentalités chez tous les acteurs, y compris les législateurs, les administrations et le public. »

www.csindia.org

Dangereuse Amérique latine

(bf) En 2015, près de 4000 assassinats ont été perpétrés à Caracas. Ce nombre correspond à un taux d'homicides de 119,9 pour 100 000 habitants et fait de la capitale vénézuélienne la mé-

tropole la plus dangereuse du monde. L'organisation mexicaine Conseil citoyen pour la sécurité publique et la justice pénale publie chaque année une statistique des cinquante villes les plus dangereuses qui ne sont pas situées dans une zone en conflit. San Pedro Sula, au Honduras, se place en deuxième position avec un taux de 111, alors qu'elle était naguère en tête de liste. Elle est suivie par la capitale salvadorienne San Salvador (108,5) et la station balnéaire mexicaine d'Acapulco (104,7). Sur les cinquante villes classées, 41 se trouvent en Amérique latine. Dans ce sous-continent de 580 millions d'habitants, la violence ne résulte pas tant de la pauvreté, puisque la proportion de pauvres est passée de 41,7 à 25,3% depuis



Meredith Kohur/NTV/Redux/laif

l'année 2000. Elle est plutôt due aux inégalités criantes. Selon le coefficient de Gini qui mesure l'inégalité des revenus, c'est en Amérique latine que la richesse est le plus mal répartie : on y recense dix des quinze pays les plus inégalitaires du monde. www.seguridadjusticiappaz.org.mx, « Biblioteca », « Prensa »

Sur les routes de l'exil, par choix ou par nécessité

La communauté internationale reconnaît aujourd'hui que les migrations contribuent substantiellement au développement des pays d'origine et de destination ainsi qu'à la réduction de la pauvreté. Pour valoriser ce potentiel, il faut toutefois que les migrants puissent se déplacer de manière sûre, légale et volontaire. De Jane-Lise Schneeberger.



Environ un milliard d'êtres humains vivent loin de chez eux. La migration profite également à la Suisse, où de nombreux migrants travaillent notamment dans la restauration et l'hôtellerie.

Depuis toujours, les êtres humains ont eu le réflexe de se déplacer pour échapper à un danger ou pour améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille. Au 19^e siècle, la pauvreté a ainsi poussé des millions d'Européens à traverser l'Atlantique pour s'installer dans le Nouveau-Monde. Ces dernières décennies, les migrations se sont amplifiées, grâce notamment aux nouvelles technologies et au coût plus abordable des transports. Environ un milliard

de personnes vivent aujourd'hui loin de chez elles, dont 244 millions hors de leur pays. Les Européens continuent d'émigrer, mais ils le font désormais par choix et non plus par nécessité.

Le Vieux Continent, devenu riche, attire à son tour des migrants contraints de s'exiler pour diverses raisons. N'ayant pas d'autre moyen d'entrer légalement en Europe, la majeure partie d'entre eux déposent une demande d'asile. « Les États ont l'obli-

gation d'entendre ces personnes et de traiter leurs requêtes individuellement, car le droit d'asile est universel», rappelle Marzia Rango, chargée de recherche à l'Organisation internationale pour les migrations. À l'issue de la procédure, certains obtiennent le statut de réfugié ou, du moins, une admission temporaire. Les requérants déboutés sont renvoyés. Parmi eux se trouvent beaucoup de migrants dits «économiques», dont la situation est comparable à celle des Européens au 19^e siècle.

À la recherche de solutions durables

Parmi la population migrante, les réfugiés consti-

Ce système de protection présente toutefois quelques failles. Pour atteindre un pays d'accueil qui n'est pas limitrophe du leur, les réfugiés sont obligés de voyager clandestinement, souvent au péril de leur vie. Et certains États, dérogeant à leurs obligations légales, ne les laissent pas entrer. Autre problème : étant donné que peu de crises se résolvent rapidement, les réfugiés, tout comme les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, restent généralement des années, voire des décennies, loin de chez eux. À titre d'exemple, une partie des Afghans réfugiés au Pakistan ont quitté leur pays il y a 35 ans et les immenses camps de



Parmi les migrants, les réfugiés forment une catégorie à part : ils bénéficient d'une protection internationale spécifique. Ici, un camp de réfugiés au Soudan du Sud.

tuent en effet une catégorie à part. Ce sont les seuls qui bénéficient d'une protection internationale spécifique. La Convention relative au statut des réfugiés oblige les États signataires à accueillir les personnes fuyant des persécutions ou des conflits. Aucun réfugié ne peut être refoulé vers un pays dans lequel sa vie ou sa liberté serait menacée. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) veille à ce que les droits de ces migrants soient respectés. Lorsque les pays d'accueil n'ont pas de système d'asile efficace, il enregistre lui-même les réfugiés, les prend en charge et leur fournit une aide matérielle.

Dadaab, au Kenya, abritent des exilés somaliens depuis 25 ans.

Le HCR s'efforce de trouver des solutions durables à ces déplacements prolongés. L'une d'elles est le retour au pays quand la situation le permet. « Hélas, le rapatriement volontaire relève souvent de l'utopie. Il est très difficile de se réinsérer dans son pays d'origine après vingt ou trente ans d'absence », note Bernard Jayet, de la division Aide humanitaire de la DDC. Une autre option consiste à intégrer les réfugiés dans la société d'accueil. En 2014, la Tanzanie a par exemple accordé la citoyenneté à 162 000 Burundais réfugiés sur son territoire de-

Définition du réfugié

La Convention relative au statut des réfugiés, adoptée en 1951, a été ratifiée par 147 pays. Elle garantit la protection des réfugiés et les droits que les États doivent leur accorder. Elle établit le principe du non-refoulement. Selon la convention, un réfugié est une personne qui, « craignant d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ». Pour cette raison, elle « ne peut ou ne veut se réclamer de la protection de ce pays ». Le texte ne se rapporte pas expressément aux personnes qui fuient des conflits. Selon le HCR, celles-ci remplissent cependant les conditions de la convention et doivent être considérées comme des réfugiés.



Thomas Grabbe/afp

Le camp de réfugiés de Dadaab, dans l'est du Kenya : nombre d'exilés somaliens y vivent dans des tentes depuis 25 ans.

Les avantages de la transition démographique

Les migrations à grande échelle du Sud vers le Nord seront une constante de l'économie mondiale pour les prochaines décennies, prévoient la Banque mondiale et le Fonds monétaire international dans leur *Rapport de suivi mondial 2015/2016*. Plus de 90% de la pauvreté mondiale se concentre actuellement dans les pays en développement, dont la population est jeune et croît rapidement. Dans le même temps, plus de 75% de la croissance mondiale est générée dans les pays à revenu élevé qui enregistrent des taux de fécondité beaucoup plus faibles et voient diminuer le nombre de personnes actives. S'ils mettent en place les bonnes politiques, tous les pays, riches ou pauvres, peuvent exploiter la chance que représente cette transition démographique pour leur développement, estime le rapport. www.worldbank.org/gmr

puis de longues années. « Ce geste reste toutefois une exception. La plupart des États refusent de naturaliser les réfugiés qu'ils hébergent », relève M. Jayet. Une troisième solution, envisagée notamment pour des personnes ayant des besoins aigus de protection, consiste à les réinstaller dans un pays tiers. Là non plus, on ne se bouscule pas pour les recevoir. Les États offrent environ 100 000 places d'accueil par an, alors qu'il en faudrait dix fois plus.

Politiques d'immigration restrictives

Les conflits et les persécutions ne sont pas les seules raisons qui contraignent les gens à se déplacer. Des millions de personnes quittent leur lieu de vie pour échapper à la misère, à la faim ou à l'absence de perspectives économiques. D'autres, toujours plus nombreuses, sont chassées de leurs terres par les effets du changement climatique ou d'autres dégradations environnementales. « Souvent, la décision de partir repose sur plusieurs motifs à la fois, par exemple la sécheresse, l'insécurité et les difficultés économiques », signale Marzia Rango.

Exception faite des réfugiés, les pays ont le droit de décider qui ils autorisent à séjourner sur leur territoire. Or, la plupart d'entre eux, tant au Nord qu'au Sud, sont plutôt restrictifs et sélectifs, n'octroyant par exemple des visas qu'à des travailleurs



Christian Werner/afp

Certains migrants risquent leur vie pour arriver à destination, comme les 270 passagers entassés sur ce bateau au large des côtes libyennes.

hautement qualifiés. « Ces barrières à l'immigration ne sont pas vraiment dissuasives. Les gens se déplacent quand même. En l'absence de voies d'entrée légales, ils deviennent des travailleurs clandestins », remarque Pietro Mona, vice-chef du Programme global Migration et développement (PGMD) à la DDC. Selon des estimations, entre 10 et 15% des migrants seraient en situation irrégulière.

Victimes d'abus et d'exploitation

Dans les flux migratoires mixtes d'aujourd'hui, les réfugiés ne sont pas les seuls à avoir besoin de pro-



Souvent, les travailleurs migrants – comme ces Bangladais à Abou Dhabi – ne bénéficient pas d'une protection juridique suffisante. Toutefois, ils contribuent à réduire la pauvreté dans les pays d'origine en envoyant de l'argent à leurs familles – à droite, le bureau d'un opérateur de transfert financier à Nairobi, au Kenya.

tection et d'assistance. Beaucoup d'autres migrants courent de grands risques sur les routes de l'exil. Ils confient leur sort à des passeurs qui n'hésitent pas à les voler, à les maltraiter ou à les abandonner en cours de route. Les victimes de la traite des êtres humains constituent également un groupe très vulnérable : recrutés et transportés par des filières criminelles, ces migrants sont soumis à une exploitation sexuelle ou au travail forcé.

De même, les pratiques de certains recruteurs sans scrupules s'apparentent à des formes d'esclavage moderne. En Asie, de tels intermédiaires organisent le départ de travailleurs migrants vers les pays du Golfe, en les trompant sur la nature de leur emploi. Une fois sur place, ces hommes et ces femmes sont exposés à toutes sortes d'abus : travaux pénibles ou dangereux, confiscation du passeport, retenues sur salaire, violences physiques, etc. En plus, ils ont dû s'endetter lourdement auprès du recruteur pour payer ses prestations. Toutes ces personnes ne bénéficient pas d'une protection juridique suffisante. Elles sont soumises aux lois du pays de destination, lesquelles sont souvent mal mises en œuvre ou discriminatoires envers les étrangers.

Impact positif sur le développement

La mobilité humaine ne revêt toutefois pas que des aspects négatifs, loin de là. « La grande majorité des migrants ont un emploi décent, une autorisation de séjour et sont autonomes », rappelle Markus Reisle, chef du PGMD. « Lorsque la migration résulte d'un véritable choix et qu'elle s'effectue dans de bonnes conditions, elle a un impact positif sur le développement. » Les travailleurs migrants réduisent la pauvreté dans les pays en développement, principalement par le biais des fonds qu'ils envoient

à leurs familles. Cet argent sert à couvrir des besoins essentiels, comme l'alimentation, le logement, la scolarisation des enfants et les soins médicaux. À l'étranger, les migrants acquièrent en outre des compétences et de l'expérience dont ils font profiter ensuite de diverses manières leurs régions d'origine.

Ces travailleurs contribuent également à la prospérité du pays hôte, en lui fournissant une main-d'œuvre indispensable. Par exemple, les sociétés du Nord vont dépendre toujours plus de l'immigration pour compenser le vieillissement de leur population. Peter Sutherland, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour les migrations, le résume ainsi sur son compte Twitter : « Au sein de l'Union européenne, le taux de fertilité est d'un peu plus de 1,5 enfant par femme. Faites le calcul ! L'Europe aura besoin de beaucoup plus de migrants que tous ceux qui arrivent actuellement. »

Changement de cap

Pendant longtemps, les pays industrialisés, focalisés sur les flux Sud-Nord, ont perçu la migration de manière très négative. Ils y voyaient un échec de la coopération au développement, censée jouer un rôle préventif : en réduisant la pauvreté, l'aide devait permettre aux gens de rester chez eux. « C'était une vision erronée », affirme Vincent Chetail, professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. « Toutes les recherches montrent que l'amélioration de la situation économique ne freine pas l'émigration. Au contraire, elle l'accroît à court terme, puisque davantage de gens ont les moyens de se déplacer. » Ce phénomène diminue par la suite, lorsque le pays atteint un niveau de développement plus élevé.

Les migrations au cœur de l'Agenda 2030

Sept cibles des Objectifs de développement durable se réfèrent directement à la migration. Ainsi, l'objectif 10, cible 7, vise à « faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées ».

À cette fin, il préconise notamment de stimuler l'aide publique au développement et les flux financiers, y compris les investissements étrangers directs, et de faire baisser au-dessous de 3% les coûts de transaction sur les envois de fonds des migrants. D'autres objectifs veulent assurer la protection de tous les travailleurs, y compris des migrants, mettre un terme à l'exploitation et à la traite des personnes et générer des données ventilées par statut migratoire.

Autonomes et productifs

Les réfugiés, généralement considérés comme un fardeau, peuvent eux aussi contribuer à l'économie du pays d'accueil, à condition que celui-ci leur donne le droit de travailler et de se déplacer. C'est ce que montre une étude réalisée en Ouganda par l'Université d'Oxford. Elle décrit une communauté aux activités économiques très variées, qui vont de l'agriculture au commerce de tissus et de bijoux, en passant par la restauration, les transports et l'invention de technologies appropriées. Les réfugiés sont intégrés dans des filières commerciales au niveau local, national et même international. Certains sont à la tête d'entreprises florissantes qui génèrent des emplois. À Kampala, la capitale, 78% des réfugiés parviennent à vivre sans recevoir aucune forme d'aide humanitaire.
www.rsc.ox.ac.uk/refugeeconomics



Environ 260 000 Sri Lankais quittent leur pays chaque année pour aller travailler à l'étranger. Un projet de la DDC soutient la mise en œuvre d'une politique nationale qui renforce les droits des migrants.

Devant l'amplification des migrations partout dans le monde, l'approche a changé durant les années 2000. La communauté internationale a réalisé que non seulement il est illusoire de vouloir endiguer les flux migratoires, mais que ceux-ci sont nécessaires pour réduire la pauvreté. « On considère désormais la migration comme une chance pour le développement, et non plus comme un problème à éradiquer », se réjouit Vincent Chetail. Les déplacements, toutefois, ne peuvent déployer leurs effets que s'ils sont sûrs et bien gérés. Pour cela, il faut sortir du cadre politique national. Étant liés par les mouvements migratoires, les pays doivent collaborer pour en valoriser les avantages et en éliminer les impacts négatifs.

Pour une migration sûre et régulière

Le Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) est l'enceinte qui incarne le

mieux le changement de paradigme. Cette plateforme de discussion intergouvernementale se réunit chaque année depuis 2007. Ouverte également à la société civile et au secteur privé, elle vise à améliorer la coopération entre tous les acteurs et à mieux comprendre le phénomène migratoire. « Avant la création du forum, on estimait que les droits des migrants étaient un thème trop sensible pour être discuté au niveau international », se souvient Pietro Mona. « Les débats au sein du FMMD ont sensibilisé les États à la nécessité de collaborer et au fait que la migration est bénéfique pour le développement. Ils ont forgé le soutien politique dont nous avons besoin pour ancrer la migration dans l'Agenda 2030 pour le développement durable. »

Les efforts déployés par quelques pays, dont la Suisse, ont en effet permis d'intégrer dans l'Agenda 2030 la contribution de tous les migrants au dé-



Nick Hannes/laif

De nombreux ressortissants d'Afrique subsaharienne et du Proche-Orient se retrouvent bloqués au Maroc : plusieurs projets suisses fournissent à ces migrants en détresse une assistance médicale, psychologique ou juridique.

veloppement durable. Ce nouveau programme, adopté l'an dernier par les 193 pays membres de l'ONU, vise notamment à faciliter une migration « ordonnée, sans danger et régulière ». Suivant l'interprétation qui en sera faite, cet objectif peut impliquer une augmentation des voies d'entrée légales. Reste à savoir comment les États vont concilier leurs politiques nationales restrictives avec l'engagement qu'ils ont pris au niveau international.

Améliorer la qualité de la migration

La Suisse a fait de la migration un thème prioritaire de sa coopération au développement. Tout en participant activement au débat international, la DDC réalise de nombreux projets dans les pays d'origine, de destination et de transit. « Notre but n'est pas de stopper la migration, mais d'en améliorer la qualité et d'assurer qu'elle se déroule de manière régulière. Nous voulons soutenir les personnes qui misent sur cette stratégie pour échapper à la pauvreté », explique Odile Inauen, cheffe suppléante du PGMD.

Un des projets vise à accroître le bénéfice de la

migration au Sri Lanka. Chaque année, environ 260 000 personnes quittent ce pays pour aller travailler principalement au Moyen-Orient et en Malaisie. Le projet soutient la mise en œuvre d'une politique nationale qui renforce les droits des migrants, ainsi que l'élaboration et l'application d'un code de recrutement éthique. D'autre part, des ONG locales informent les candidats au départ sur leurs droits. Elles offrent un appui psychosocial et juridique aux travailleurs qui ont été victimes d'abus.

Parallèlement, la DDC apporte une aide humanitaire aux migrants vulnérables dans les pays d'origine et de transit. Elle est présente notamment au Maghreb, où de nombreux ressortissants d'Afrique subsaharienne et du Proche-Orient se trouvent bloqués : ils ne peuvent ni poursuivre leur route vers l'Europe ni rentrer chez eux, parce qu'ils n'en ont pas les moyens ou parce qu'ils viennent de pays en guerre. Au Maroc, par exemple, plusieurs projets suisses fournissent à ces migrants en détresse une assistance médicale, psychologique ou juridique. D'autres soutiennent la mise en place par les autorités d'une stratégie nationale de migration. ■

Coordination entre les offices fédéraux

En Suisse, plusieurs instances fédérales s'occupent des questions de migration. Pour assurer la cohérence de sa politique migratoire extérieure, le Conseil fédéral a institué en 2011 une structure interdépartementale de coopération en matière de migration internationale (IMZ). Ce mécanisme associe tous les acteurs concernés de l'administration fédérale. La structure IMZ constitue des groupes de travail sur les questions importantes qui impliquent un grand nombre de services fédéraux. Répartis par thème ou par région géographique, ces groupes assurent l'échange régulier entre les différents offices. Depuis 2011, le Conseil fédéral publie chaque année un rapport sur les activités de la politique migratoire extérieure.

Quitter son île dans la dignité

De nombreux migrants, notamment ceux qui fuient les effets du changement climatique, ne jouissent d'aucun statut internationalement reconnu. Ils se retrouvent dès lors en situation irrégulière dans d'autres pays. Pour Walter Kälin, professeur émérite de l'Université de Berne, il importe de leur offrir des possibilités de migration légale. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.



Walter Kälin, né à Zurich en 1951, a enseigné le droit constitutionnel et le droit public international à l'Université de Berne pendant trente ans. La Confédération, les cantons et les organisations internationales ont souvent fait appel à son expertise. Walter Kälin a également occupé plusieurs hautes fonctions au sein de l'ONU. Il a été Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation dans le Koweït sous occupation irakienne. Il a codirigé l'élaboration des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays (1996-1998), avant de devenir Rapporteur spécial du Secrétaire général sur les droits des personnes déplacées (2004-2008). Il a siégé au Comité des droits de l'homme (2002-2008). Entre 2012 et fin 2015, il a été « envoyé de la présidence » de l'Initiative Nansen.



En Afrique de l'Ouest, les migrations climatiques se déroulent de manière régulière : pour fuir la sécheresse, les éleveurs et les paysans utilisent le système de libre circulation entre les quinze pays de la région.

Un seul monde : Selon qu'ils sont chassés par la guerre ou la misère, les migrants n'ont pas les mêmes chances d'être accueillis en Europe. Est-il justifié de maintenir ces distinctions ?

Walter Kälin : En les supprimant, on ouvrirait la porte à une foule de personnes. Or, ce n'est pas envisageable dans le climat politique actuel. Les États européens tendent plutôt à verrouiller leurs frontières. Pourtant, le fait d'établir une distinction entre les différentes catégories de migrants crée de sérieux problèmes sur le plan administratif, social et économique. En effet, de nombreux migrants économiques demandent l'asile, seul moyen d'immigrer légalement. On doit ensuite les refouler, mais comme beaucoup n'ont pas de documents d'identité, les pays d'origine refusent de les reprendre. D'autres entrent dans la clandestinité pendant la procédure et travaillent au noir. Ce système ne peut pas durer.

Voyez-vous une issue à la crise actuelle ?

À mon avis, il convient de créer des voies d'entrée

légales. Cela aurait le double avantage de protéger les migrants et d'exercer un certain contrôle sur les flux migratoires. Aujourd'hui, tous ces gens risquent leur vie pour arriver aux portes de l'Europe, sans être certains de pouvoir y entrer. S'ils avaient la possibilité de déposer, chez eux, une demande officielle d'immigration, je suis convaincu qu'ils choisiraient cette option. De toute façon, c'est une loterie. Mais la procédure formelle serait beaucoup moins dangereuse.

Une telle option est-elle en discussion ?

Non, malheureusement. Mais il existe des exemples dans l'histoire. À la fin des années 70, des milliers de Vietnamiens sont morts noyés en essayant de fuir la dictature communiste sur des embarcations de fortune. Négocié sous l'égide de l'ONU en 1979, un accord international a permis de réduire considérablement ces départs clandestins très risqués. Le gouvernement vietnamien s'est engagé à promouvoir des voies d'émigration légales, jusque-là inexistantes, et plusieurs pays occidentaux ont accep-

té d'octroyer des visas à un certain nombre de candidats à l'exil.

Existe-t-il aussi des solutions pour que les migrations liées au changement climatique puissent se dérouler de manière régulière ?

C'est déjà une réalité en Afrique de l'Ouest notamment. Le système de libre circulation, qui a été instauré entre les quinze pays de la région pour des raisons économiques, est utilisé actuellement par les éleveurs et les paysans victimes de la sécheresse. Ces

tion internationale, et cela pour trois raisons. La première est l'absence de volonté politique. Deuxièmement, il serait très difficile de définir des règles universelles, car les situations ne sont pas comparables d'une région à l'autre. Après un ouragan ou un séisme, les victimes peuvent souvent rentrer chez elles. Par contre, les habitants des Tuvalu ou des Kiribati sont condamnés à un exil définitif, vu que ces îles du Pacifique vont être submergées. La troisième raison est que les gouvernements et la société civile de ces États insulaires ne veulent en aucun



L'élévation du niveau de la mer finira par engloutir les îles Kiribati, dans l'océan Pacifique. Le gouvernement de cet archipel prépare sa population à une émigration définitive.

populations peuvent ainsi trouver des solutions par elles-mêmes, sans avoir besoin d'une aide humanitaire. La Corne de l'Afrique est un autre exemple : en 2011, près de 300 000 Somaliens ont dû quitter leur pays durement frappé par la sécheresse ; ils ont obtenu l'asile au Kenya, en Éthiopie et à Djibouti grâce à un régime spécial en vigueur dans la région. Sur le plan du droit international, en revanche, aucun cadre juridique ne protège les personnes contraintes de se déplacer à cause du climat ou de catastrophes naturelles. C'est pourquoi la plupart franchissent les frontières illégalement.

C'est pour combler cette lacune qu'a été lancée l'Initiative Nansen, à laquelle vous participez. Pourquoi ne propose-t-elle pas de créer une convention spécifique ou un statut de «réfugié climatique» ?

L'initiative a adopté une approche différente. Nous avons identifié et diffusé une série de méthodes qui ont fait leurs preuves dans la gestion des déplacements liés aux catastrophes et au changement climatique. Nous encourageons les pays à entamer des dialogues au niveau régional afin d'harmoniser leurs lois et leurs pratiques. Cette approche est beaucoup plus prometteuse que l'élaboration d'une conven-

cas devenir des réfugiés et dépendre de l'aide humanitaire. Ils souhaitent émigrer dans la dignité. Le gouvernement des Kiribati prépare déjà sa population à partir vers les îles Fidji, la Nouvelle-Zélande ou l'Australie. Il investit beaucoup dans la formation et l'éducation pour que ses ressortissants ne soient pas marginalisés dans leur future patrie.

Vous avez aussi travaillé sur les déplacés internes. Quel est leur statut juridique ?

Ces personnes restent soumises au droit de leur pays et sont sous la responsabilité des autorités nationales. À la fin des années 90, on a toutefois constaté que les gouvernements ne savaient pas comment gérer les mouvements massifs de population sur leur territoire. L'ONU a donc adopté en 1998 les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays. De nombreux États se sont alors appuyés sur ce cadre juridique international pour élaborer leurs propres lois et stratégies. Ils ont pu prendre les choses en mains, avec le soutien des organisations humanitaires. Si ces principes ont permis de mieux répondre aux besoins des déplacés internes, ils n'ont hélas pas résolu les causes profondes du problème : le nombre de personnes déplacées a presque doublé en vingt ans. ■

Un agenda pour la protection

L'Initiative Nansen a été lancée en 2012 par la Suisse et la Norvège, afin d'améliorer la protection des personnes contraintes de fuir à l'étranger suite à des catastrophes ou aux effets du changement climatique. Des consultations ont été menées pendant trois ans avec les gouvernements et la société civile des pays particulièrement affectés. Ce processus a permis de recenser les bonnes pratiques et les outils les mieux adaptés. L'initiative a réuni ses conclusions et ses recommandations dans un plan d'action adopté en octobre dernier à Genève par plus de cent pays. Elle y présente une série de mesures efficaces pour affronter ce problème et préconise une collaboration accrue entre les différents acteurs.

www.nanseninitiative.org

Des migrants mal accueillis, mais indispensables

Les villes du Sud ne voient généralement pas d'un bon œil l'arrivée massive de nouveaux habitants, craignant une expansion des bidonvilles et de la pauvreté. À condition d'être bien gérée, la migration est toutefois un facteur essentiel de leur essor économique. Une étude de l'EPFZ examine le lien entre urbanisation croissante et mobilité humaine.



Daniel Rosenblatt/afp

Une carte d'identité pour les clandestins

La municipalité de New York a trouvé une solution simple et innovante pour intégrer dans la vie économique et sociale ses quelque 500 000 immigrants en situation irrégulière. En janvier 2015, elle a créé une carte d'identité municipale. Les 8 millions d'habitants de la ville, y compris les clandestins et les sans-abri, ont droit à ce document. La carte ne confère pas à son détenteur un statut légal, mais elle est acceptée comme une preuve d'identité par l'administration, les services de l'état civil, la police et certaines entreprises privées. Elle permet également de signer un bail, d'ouvrir un compte en banque, de passer des examens d'équivalence et d'entrer gratuitement dans de nombreuses institutions éducatives ou culturelles, dont les bibliothèques.

Les migrants apportent des idées nouvelles, des compétences ou des méthodes de travail. Certains créent de petites entreprises dans le pays de destination – comme ici, au Bénin.

(jls) Chaque semaine, 3 millions de personnes s'installent en ville. Leur arrivée contribue dans une large mesure à la croissance de la population urbaine, particulièrement rapide dans les pays en développement. Ces nouveaux habitants viennent soit de l'étranger, soit des zones rurales ou de bourgades plus petites à l'intérieur du pays. Ils sont attirés par tout ce que la ville peut offrir : des emplois, des débouchés commerciaux, des services sanitaires, des écoles ou simplement un autre mode de vie. La plupart d'entre eux se fixent d'abord dans les bidonvilles, en attendant de trouver un emploi et un logement décent. Mais leur recherche peut s'avérer difficile, si bien que beaucoup de migrants ne quittent plus ces implantations précaires.

Un défi pour la coopération

« Si les municipalités ne l'anticipent pas et ne la gè-

rent pas correctement, la migration peut avoir des impacts négatifs : les bidonvilles grossissent, la pauvreté urbaine progresse et on observe une augmentation des activités informelles », résume Bettina Etter, du Programme global Migration et développement à la DDC. Loin de l'anticiper, nombre d'entre elles nient l'afflux de nouveaux habitants ou tentent de le freiner par tous les moyens. Un combat perdu d'avance, puisque les villes grandissent de toute façon. « Les autorités locales devraient plutôt offrir aux migrants des possibilités d'intégration. Elles profiteraient ainsi de l'important potentiel que recèle cette main-d'œuvre très diversifiée », conseille Bettina Etter.

Certaines municipalités en ont la volonté politique, mais manquent de capacités et de ressources pour piloter efficacement le processus d'urbanisation galopante. C'est là un nouveau défi pour les agences

de développement. Traditionnellement, celles-ci concentrent leurs activités sur les zones rurales, où vivent la majorité des pauvres. Mais l'accroissement rapide de la pauvreté urbaine les oblige à repenser leurs stratégies. À l'avenir, la coopération devra intervenir aussi dans les villes, notamment pour soutenir l'insertion sociale des nouveaux venus.

Une lacune scientifique à combler

La Suisse est l'un des premiers donateurs à s'engager dans le domaine de la migration urbaine. Pour



Guy Tillmann/Walraf

étayer ses futures interventions, elle a besoin de données solides. Or, peu d'analyses approfondies ont été consacrées jusqu'ici au lien entre l'urbanisation et la migration dans les pays du Sud. Une étude de l'EPFZ, réalisée avec l'appui financier et technique de la DDC, doit combler cette lacune. La collecte des données a démarré fin 2015 dans trois villes du Bénin. « On sait peu de choses sur la manière dont les migrants s'intègrent dans les villes du Sud et modifient l'identité urbaine. L'absence de données rend très difficile l'élaboration de politiques publiques appropriées », explique Alice Hertzog, responsable de cette recherche au Laboratoire transdisciplinaire de l'EPFZ.

L'étude, qui durera quatre ans, répondra à une série de questions définies avec la DDC. Alice Hertzog devra notamment déterminer comment les migrants transforment la ville et dans quelles conditions-cadres ils peuvent déployer tout leur potentiel. Elle examinera également les réseaux créés par les migrants. Ces derniers jettent en effet des ponts entre les zones urbaines, périurbaines et rurales. Il s'agira de déterminer comment ces connexions favorisent le développement des territoires concernés. Pour cela, l'étude s'intéressera aux fonds envoyés par les travailleurs à leurs familles, mais aussi aux transferts non financiers : les migrants apportent des idées nouvelles, des compétences, des méthodes de travail et parfois leurs propres filières commerciales. « Tout cela stimule l'essor économique des villes. La migration est donc un facteur essentiel du développement ur-

bain », constate M^{me} Hertzog. La chercheuse rappelle qu'aucun pays n'a jamais réussi à se développer sans une urbanisation très poussée de sa population. « Il faut que les villes reconnaissent cette réalité et trouvent des solutions pour accompagner la croissance de leur population. Cela profitera à toute la société. »

Aide et conseils aux migrants

Dans huit pays en développement, l'Initiative conjointe pour la migration et le développement



Sven Torilinn/NY7/Reuza/Walraf

Une étude de l'EPFZ doit déterminer comment les migrants transforment les villes.

(ICMD) aide des autorités locales à valoriser le potentiel de la mobilité humaine tout en minimisant ses impacts négatifs. Ce programme est financé par la DDC et la Commission européenne. Il soutient par exemple la ville d'Upala, au Costa Rica, qui attire de nombreux travailleurs nicaraguayens, dont certains traversent chaque jour la frontière. La municipalité a créé des structures spécifiques afin de protéger les migrants, en particulier les femmes et les jeunes. Les bénéficiaires peuvent suivre des formations et recevoir un appui pour lancer de petites entreprises. De plus, la municipalité tient compte systématiquement de la mobilité humaine dans l'élaboration de ses politiques publiques. En cela, Upala fait figure d'exception, remarque Cécile Riallant, directrice de l'ICMD : « Un nombre croissant de villes, même au Sud, proposent des services concrets aux migrants. Très rares sont celles, en revanche, qui mènent une réflexion institutionnelle sur la migration et intègrent cette dimension dans leur planification. » ■

Consultation entre maires

Le Forum des maires sur la mobilité, les migrations et le développement, créé à Barcelone en 2014, a pour objectif de faire entendre la voix des villes auprès des instances nationales et internationales qui définissent les politiques migratoires. Il est ouvert aux maires du monde entier, qui souhaitent partager leurs expériences en matière de migration et élaborer ensemble des approches innovantes. La deuxième édition, organisée l'an dernier à Quito (Équateur), a rassemblé plus de quatre-vingts maires et hauts fonctionnaires municipaux. La déclaration finale souligne la contribution des villes à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) dans le domaine de la migration.

Recommencer à vivre dans un pays à feu et à sang

Malgré la guerre qui s'éternise, de nombreux Syriens tentent de reconstruire leurs vies. Un projet de développement, cofinancé par la DDC, aide des personnes déplacées et d'autres habitants à créer de petites entreprises. Il recrute également des travailleurs pour réhabiliter des infrastructures et des marchés ou réparer des camions-poubelles.



Yuri Kozirev/Noor/Hair

Grâce à la réhabilitation d'infrastructures détruites par la guerre, la vie reprend dans certains quartiers de Homs.

La résilience du peuple syrien

La communauté internationale reconnaît que l'aide humanitaire ne suffit plus pour répondre à la crise syrienne qui se prolonge. Il faut compléter cette assistance par une nouvelle approche, basée sur la « résilience ». Cette notion, empruntée au vocabulaire psychologique, est de plus en plus utilisée dans le domaine humanitaire. Elle désigne la capacité des individus et des sociétés de résister aux chocs, de les absorber et de les surmonter rapidement. L'an dernier, un forum a réuni en Jordanie tous les pays et les organismes concernés par le conflit en Syrie. Il a adopté un document d'orientation stratégique qui préconise de renforcer la résilience des populations et des communautés, ainsi que les capacités d'intervention dans ce pays. www.resilience-forum.org

(jls) Depuis son déclenchement en mars 2011, le conflit syrien a déjà déraciné plus de 11 millions de personnes qui ont trouvé refuge soit à l'étranger soit dans d'autres parties du pays. À ce chiffre s'ajoutent les 7 millions d'habitants qui, sans s'être déplacés, ont eux aussi perdu leurs sources de revenus. Au total, ce sont donc plus de 18 millions de Syriens qui dépendent de l'aide d'urgence internationale.

Par son ampleur et sa durée, cette crise dépasse les capacités des organisations humanitaires. « Une telle situation est intenable à long terme », s'inquiète Regine Kilchenmann, à la division Aide humanitaire de la DDC. « Il faut trouver des solutions pour que les gens puissent recommencer à travailler, générer des revenus et subvenir à leurs besoins, même si c'est très difficile dans un pays encore en guerre. » C'est le but que poursuit un projet du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), cofinancé par la Suisse. Il vise à renforcer la résilience de la population dans quatre provinces syriennes.

Du travail pour moins dépendre de l'aide

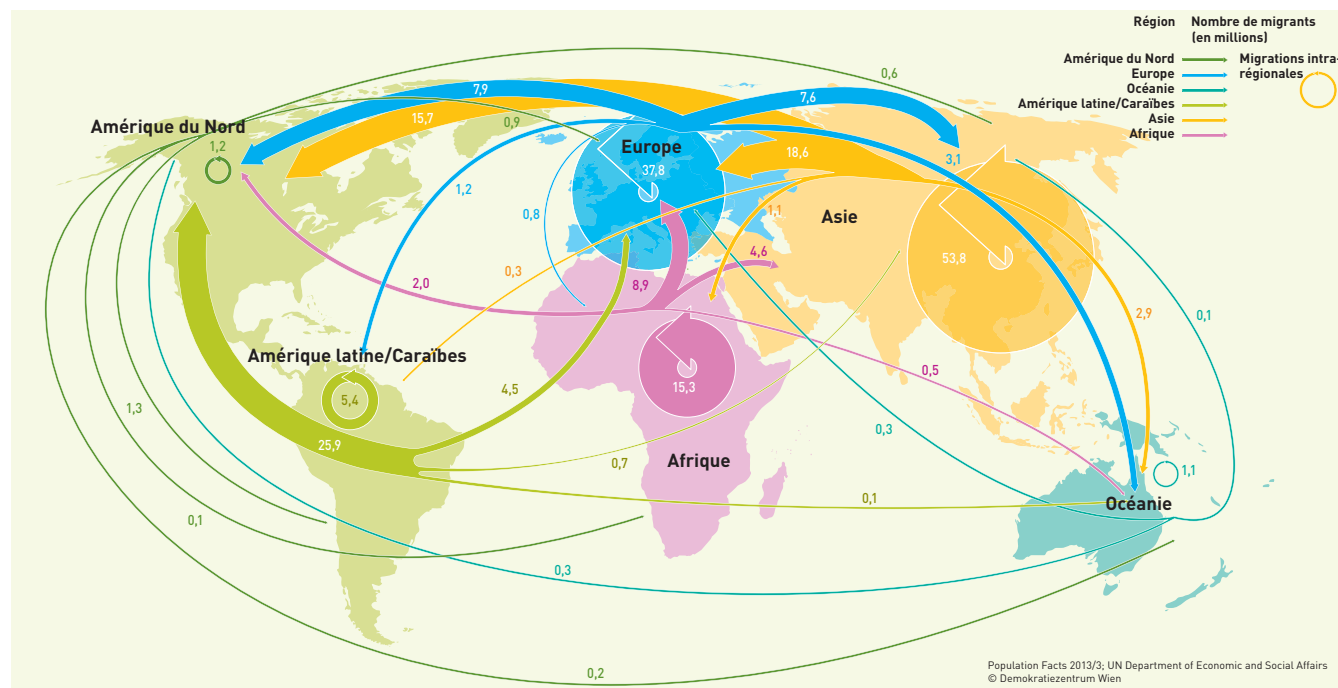
Le projet recrute des personnes, déplacées ou non, pour effectuer divers travaux. Ces travailleurs re-

construisent des infrastructures détruites, comme des canalisations, des réseaux électriques, des écoles ou des centres de santé. Ils réhabilitent également des structures commerciales. « D'ici cet été, le marché de la vieille ville de Homs aura retrouvé au moins 50% de sa capacité initiale », estime Nour Abdoul Hadi, au bureau de la coopération suisse à Amman, en Jordanie. Dans les villes côtières de Lattaquié et Tartous, l'afflux massif de personnes déplacées a mis à rude épreuve les équipements municipaux. Des mécaniciens sont donc chargés de réparer les camions-poubelles, pour que la voirie puisse reprendre l'évacuation des déchets entassés dans les rues.

Les postes ainsi créés réduisent la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire. Dans le même but, le PNUD s'emploie à restaurer les moyens de subsistance de personnes qui ont perdu tous leurs biens. Il les aide à relancer des activités commerciales ou agricoles, en leur fournissant des outils, des machines et un petit capital de départ. Ce soutien a permis d'ouvrir par exemple un atelier de couture à Hama, une cordonnerie à Al-Qutayfah, une boulangerie à Jaramana et une fabrique de détergents à Homs. Chacune de ces petites entreprises crée à son tour des emplois. ■

Faits et chiffres

Pays d'origine et de destination des migrants internationaux, 2013



La majorité des migrants internationaux restent dans la région où ils sont nés. Parmi les 92,5 millions de migrants asiatiques en 2013, par exemple, 53,8 millions vivent en Asie. Sur les 31,3 millions de migrants africains, 15,3 millions sont installés dans un autre pays d'Afrique. C'est sur le continent américain que l'on enregistre l'un des plus importants flux Sud-Nord : sur les 36,7 millions de migrants latino-américains, 25,9 millions vivent en Amérique du Nord ; environ la moitié d'entre eux sont des Mexicains établis aux États-Unis.

Chiffres clés

- Le monde compte actuellement 244 millions de migrants internationaux et 740 millions de migrants internes.
- Selon les projections du HCR, 61,5 millions de migrants devraient relever de sa compétence en 2016. Ce chiffre inclut notamment 18,6 millions de réfugiés ou de demandeurs d'asile, 34,9 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et 3,2 millions d'apatrides.
- Depuis 2008, environ 27 millions de personnes en moyenne sont chassées de chez elles chaque année par des catastrophes naturelles ou par le changement climatique.
- En 2015, les migrants ont envoyé environ 440 milliards de dollars à leurs familles dans les pays en développement.

Documents de référence

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés : *Mid-Year Trends 2015*

Organisation internationale pour les migrations : *État de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*

Organisation de coopération et de développement économiques : *Perspectives des migrations internationales 2015*

Centre de surveillance des déplacements internes : *Global Estimates 2015 – People displaced by disasters*

Citations

« Seul un monde dans lequel la migration sera un phénomène légal, basé sur le respect des droits humains, pourra vraiment rendre possible la protection des réfugiés. »

António Guterres, ancien Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

« La fermeture des frontières est une subvention involontaire aux trafiquants, puisqu'elle jette les migrants désespérés dans leurs mains. »

William Lacy Swing, directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations

« Plus d'un million de personnes ont risqué leur vie en Méditerranée l'an dernier et ont enduré un voyage pénible à travers les Balkans. Près de 4000 sont mortes en cours de route et beaucoup de pays européens ont tourné le dos aux survivants. »

Peter Sutherland, représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour les migrations

La dégringolade d'un enfant-modèle

La Macédoine se retrouve malgré elle sur la « ligne de front » face à l'afflux des réfugiés qui veulent gagner l'Europe de l'Ouest. Ce petit État balkanique appauvri affronte depuis longtemps de graves problèmes. Son gouvernement est autoritaire et la liberté de la presse n'existe que sur le papier. Les jeunes, surtout, s'exilent par milliers. De Dirk Auer*.



Dans le cadre du projet « Skopje 2014 », le centre de la capitale macédonienne se transforme : des monuments, des statues et des ponts sortent de terre ; on construit ou on rénove des bâtiments publics.

La dernière fois qu'il a senti un vent de renouveau en Macédoine ? Vasko Cacanovski réfléchit quelques secondes. Cela doit bien remonter à dix ans, dit-il. Avec l'élection du nouveau premier ministre Nikola Gruevski, une nouvelle génération de politiciens étaient arrivés sur le devant de la scène. Beaucoup d'entre eux avaient à peine plus de 30 ans et étaient encore inconnus du grand public. Dix ans plus tard, les jeunes Macédoniens se laissent gagner par la déprime, l'apathie et le désespoir. Dans la mesure où ils sont encore là, précise Vasko : « La moitié au moins de ceux qui ont terminé leurs études

avec moi vivent à l'étranger aujourd'hui. » Les raisons économiques ne sont pas les seules qui poussent des personnes jeunes et bien formées à quitter le pays. Vasko travaille dans une entreprise de télécommunications. À midi, il mange dans un café situé au bord du fleuve Vardar, qui coupe Skopje en deux. Sur la rive opposée se trouve la charmante vieille ville ottomane. Au loin, on perçoit des bruits de chantier. « Skopje 2014 » est le nom donné au gigantesque projet lancé par le gouvernement pour offrir au centre-ville un véritable lifting : on construit ou on

rénovent des bâtiments publics en les parant d'éléments classiques, néobaroques et de colonnes antiques. Des ponts et des arcs de triomphe sont érigés, de même que d'innombrables monuments et statues. Le but est d'exalter le sentiment national. Pour Vasko, ce projet ne fait que refléter la personnalité despotique du premier ministre Nikola Gruevski, qui dirige le pays d'une main de fer depuis dix ans avec des méthodes toujours plus criminelles.

un appartement privé, celui-ci devrait bientôt accueillir régulièrement des manifestations et des débats. Il est rare en Macédoine de voir des jeunes s'engager volontairement et dans la durée. Cela ne tient pas uniquement à la pression économique, explique Vasko : « La plupart ont vraiment peur d'exprimer publiquement des opinions critiques. » En effet, on ne sait jamais quelles pourraient être les conséquences. Un mot mal placé et on peut se retrouver sans emploi.



En manifestant ensemble, les différents groupes ethniques se sont rapprochés et sont devenus plus tolérants les uns envers les autres.

Voix critiques discréditées

Considérée naguère comme un pays-modèle dans la région, la Macédoine a vu sa situation se détériorer peu à peu. Tant et si bien qu'aujourd'hui, des intellectuels et des activistes, comme Xhabir Derralla de l'organisation Civil, parlent d'un véritable « système Gruevski ». Ils dénoncent la mainmise sur le pays d'une élite politique qui ne sert que ses intérêts. Les effectifs des services publics sont ainsi passés progressivement de 80 000 à 180 000 employés. Ces fonctionnaires forment la base du pouvoir : ce sont d'anciens ou de futurs membres du parti et leurs proches, qui se montrent reconnaissants en mettant des croix au bon endroit sur leurs bulletins de vote lors d'élections, afin de ne rien perdre de leurs privilèges.

Dans le même temps, toutes les institutions de l'État et de la société – à commencer par la justice et les médias – ont été placées sous le contrôle du gouvernement. Cette évolution s'accompagne d'une propagande nationaliste et religieuse toujours plus agressive. Les quelques opposants qui arrivent encore parfois à faire entendre leur voix sont discrédités et qualifiés de traîtres ou d'agents payés par l'étranger.

C'est l'étiquette qu'accolerait le gouvernement à Vasko Cacanovski et à ses amis du groupe Solidarnost, qui ont fondé avec d'autres artistes et activistes un centre culturel autonome. Installé dans

Le mécontentement est là, pourtant, et l'an dernier, il s'est soudainement déversé dans la rue. D'abord, les étudiants ont protesté contre une nouvelle loi qui menaçait, selon eux, l'autonomie des hautes écoles. Par des promesses qui se sont ensuite révélées creuses, les autorités ont réussi à faire taire ces opposants. Mais en mai, la Macédoine a connu les plus grandes manifestations de ses 25 ans d'indépendance. Par dizaines de milliers, les gens se sont rassemblés devant le siège du gouvernement et ont scandé « *Ostavka* » (démission), réclamant le retrait de l'exécutif. Le déclencheur avait été la divulgation d'écoutes téléphoniques prouvant que des membres du gouvernement avaient couvert le meurtre d'un jeune homme de 22 ans, battu à mort par la police.

Une limite avait alors été franchie, y compris pour beaucoup de gens qui n'avaient jamais fait de la politique jusque-là. La population savait que la corruption sévissait. Elle n'ignorait pas non plus que les élections étaient truquées. « Mais là, tout à coup, on était en présence d'un meurtre », rappelle Vasko pour expliquer cette soudaine explosion de colère citoyenne. Même des Albanais, des Turcs et des Roms avaient joint les rangs des manifestants.

Aggravation des tensions politiques

Gezim Osmani vient de Tetovo, une ville universitaire proche de la frontière avec le Kosovo et peu-

La Macédoine en bref

Capitale

Skopje

Superficie

25 713 km²

Population

2,1 millions d'habitants (selon le recensement de 2002)

Espérance de vie

75 ans

Ethnies

Macédoniens 64,2%
Albanais 25,2%
Turcs 3,9%
Roms 2,6%
Serbes 1,8%
Autres 2%

Religions

Macédoniens-orthodoxes env. 65%
Musulmans 33%
Catholiques 0,5%

Exportations

Fournitures pour véhicules automobiles, fer et acier de divers degrés de finition, textiles, tabac, vins

Économie

Les secteurs clés de l'économie du pays sont l'agriculture et la sylviculture. L'industrie et l'exploitation minière ont perdu de leur importance depuis 1991, alors que le secteur tertiaire n'a cessé de gagner du terrain ces dernières années.





Flap Howard/NT/Redux/Agf

Nombre de jeunes Macédoniens, en particulier ceux des zones rurales, choisissent d'émigrer.

Macédoine : une appellation controversée

Cela fait 25 ans qu'Athènes et Skopje se disputent sur l'appellation de Macédoine. Quand la République de Macédoine, qui faisait partie de la Yougoslavie, a proclamé son indépendance en 1991, les autorités helléniques se sont opposées à ce qu'elle porte ce nom. « Il n'y a qu'une seule Macédoine, et celle-ci se trouve en majeure partie dans le nord de la Grèce », ont-elles affirmé. C'est donc seulement en tant qu'ancienne république yougoslave de Macédoine (ARYM) que le nouvel État a pu entrer à l'ONU en 1993. Si 120 pays membres l'ont entre-temps reconnu sous le nom de Macédoine, son entrée dans l'OTAN ainsi que le processus de rapprochement de l'UE butent toujours sur le veto de la Grèce. Les négociateurs des Nations Unies s'efforcent d'accorder les parties, mais sans succès jusqu'ici.

plée majoritairement d'Albanais. Chaque jour, après le travail, il montait dans un bus pour se rendre à la capitale, où avaient lieu les manifestations. À Tetovo, tout était resté calme. « Les Albanais ont une culture de protestation encore moins développée que les Macédoniens », explique-t-il. Pourtant, l'insatisfaction est tout aussi intense chez eux. Le chômage touche plus de 30% de la population à Tetovo. Nombre de jeunes choisissent l'émigration et la situation politique reflète exactement celle de la Macédoine : les partis de la minorité albanaise, dont l'un est intégré dans le gouvernement, trempent eux aussi jusqu'au cou dans la corruption.

Gezim Osmani travaille au sein du centre culturel Loja, qui s'est donné pour mission de favoriser les contacts entre jeunes Albanais et Macédoniens par le biais du théâtre, du cinéma, de cours de photo ou d'expositions. En effet, les membres des différentes communautés ne sont guère amenés à se côtoyer au quotidien. « C'est non seulement dommage, mais également dangereux, au vu des tensions politiques toujours plus fortes », s'inquiète Bujar Luma, fondateur de Loja.

Agir plutôt que se plaindre

« Rien ne sert de se plaindre, il faut agir, et agir ensemble. » Telle est la devise des collaborateurs de ce centre culturel. Sur les murs, des posters commémorent les actions passées. Ainsi, l'opération de guérilla urbaine « Air frais » a consisté à distribuer des bouteilles symboliques d'oxygène. Elle avait pour but de rendre les habitants attentifs aux ni-

veaux de pollution insensés qui affectent la ville. Tetovo est l'un des endroits du monde où le smog est le plus élevé ; tout récemment, on y mesurait des taux vingt fois supérieurs aux limites admises au sein de l'Union européenne. Loja s'engage aussi dans le mouvement citoyen « Nous méritons mieux », qui est issu des manifestations de l'an dernier. Dans tout le pays, quelque 200 activistes cherchent à engager le dialogue avec la population. Quels sont les problèmes ? Que peut-on faire, et comment, pour améliorer les choses ? Pour le savoir, ces militants réalisent des interviews et des sondages, dont ils publient les résultats dans un journal autogéré. Actuellement, ils organisent des tables rondes citoyennes.

L'un des débats est mené à Tetovo sous le titre « Dix ans de pillage ». Sur le podium, des journalistes, des analystes et des activistes entament la discussion en présentant un bref exposé. Cette fois, le public comprend principalement des personnes d'âge mûr. « On voit dans ces soirées combien les gens veulent s'exprimer et combien il est important qu'on leur demande leur avis », explique Damir Naziri, actif notamment au sein de la section macédonienne des Jeunes Européens fédéralistes.

Les manifestations, vecteur de ralliement

Les initiatives de ce type sont hélas fragiles. « Il n'est pas resté grand-chose d'autre des manifestations du printemps dernier », regrette Xhabir Deralla, de l'organisation Civil. Sur la pression de l'UE, de nouvelles élections auront lieu le 5 juin. Une série de réformes doivent être mises en œuvre d'ici là pour garantir un déroulement équitable du scrutin. « Pour l'instant, il me semble toutefois que les conditions minimales ne sont pas encore réunies », s'inquiète-t-il.

Néanmoins, les manifestations ont rapproché les Albanais et les Macédoniens, habituellement divisés par des rivalités ethniques. La propagande nationaliste n'est pas totalement efficace. Dans la vie quotidienne, les gens sont devenus plus tolérants à l'égard des autres groupes ethniques. Xhabir Deralla marque une pause, puis il ajoute : « J'espère ne pas être le seul à nourrir cet espoir. » ■

**Dirk Auer est un journaliste indépendant établi à Belgrade. Il couvre les pays du sud-est de l'Europe.*

(De l'allemand)

Sur le terrain avec...

Frank Wiederkehr, conseiller régional pour l'eau et l'environnement au bureau de la coopération suisse à Skopje

La Macédoine est plongée actuellement dans une grave crise politique. L'opposition accuse le gouvernement d'être corrompu et de manipuler les élections. La justice, les médias et diverses branches économiques sont fortement politisés et contrôlés en grande partie par les autorités. Lancer des réformes, en pareille situation, nécessite du souffle et des partenaires fiables.

Dans le domaine de l'eau et de l'environnement, dont je suis le responsable au sein de l'ambassade de Suisse à Skopje, des progrès sont néanmoins évidents. À Gevgelija, une ville du sud du pays, la construction d'une station d'épuration financée par nous devrait ainsi s'achever cette année. Dans l'ouest, à Gostivar, nous soutenons la réhabilitation du système d'approvisionnement en eau potable.

Ces investissements répondent à un besoin urgent, tout comme la formation et l'accompagnement du personnel employé par les services des eaux. Les infrastructures d'approvisionnement en eau étaient en bon état autrefois. Après la dissolution de la Yougo-



Cela fait tout juste trois ans que je suis arrivé à Skopje avec ma femme et notre fils. Je m'y plais beaucoup. Il n'y a pas grand-chose qui me manque en Macédoine. La nature, impressionnante, est toute proche. Le week-end, on peut faire du vélo ou du ski. L'offre culinaire et culturelle de Skopje est bonne et les gens sont incroyablement gentils, surtout envers les enfants. Le seul problème est le trafic routier. Les règles de circulation semblent purement théoriques. Les rares cyclistes de la ville – dont je fais partie – sont particulièrement exposés au manque d'égard des automobilistes.

En plus de mon travail en Macédoine, je conseille les ambassades de Suisse en Albanie, au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine dans le domaine de l'eau et de l'environnement. Les problèmes qui se présentent dans ces pays sont souvent analogues. C'est pourquoi nous profitons tous de ces échanges sur nos expériences et sur les solutions apportées, qui diffèrent parfois. Le travail régional est vraiment enrichissant, mais il demande beaucoup d'efforts de coordination. En outre, la communication par-delà les frontières linguistiques et culturelles nécessite une certaine souplesse.

La situation sociale et économique est compliquée dans chacun de ces quatre pays. Tous traînent un lourd fardeau, qui n'est certes pas exactement le même, mais qui freine leur développement. Travailler dans les Balkans occidentaux exige de la patience. Il faut avoir la volonté de remettre deux ou trois fois l'ouvrage sur le métier, d'imaginer des alternatives et, en cas de revers, de chercher une nouvelle porte à ouvrir. ■

(Propos recueillis par Fabian Urech ; de l'allemand)

« Travailler dans les Balkans occidentaux exige de la patience. Il faut avoir la volonté de remettre deux ou trois fois l'ouvrage sur le métier. »

slavie, toutefois, on a pratiquement cessé d'investir dans leur entretien. Cela se fait sentir aujourd'hui. D'importants travaux de réfection sont nécessaires, mais la Macédoine n'a pas les moyens de les entreprendre. De plus, faute d'installations d'épuration, les eaux usées aboutissent souvent telles quelles dans les cours d'eau et les lacs, ce qui a de graves conséquences écologiques. C'est pourquoi, avec des partenaires locaux et nationaux, nous contribuons à la protection de l'environnement. Nous soutenons par exemple l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion dans des bassins versants ou le renforcement de la conscience écologique. Nous sommes également parvenus à ancrer la formation à l'environnement dans le programme d'études des écoles primaires et secondaires de Macédoine.

Objectif ultime : la transition

La Suisse a fourni une aide à la Macédoine depuis l'indépendance en 1991. La coopération se base sur un intérêt commun pour la stabilité, la sécurité, le commerce ainsi que l'intégration de ce pays dans l'UE. De plus, la Suisse accueille depuis les années 60 une diaspora macédonienne de 60 000 personnes. Son engagement est axé sur la gouvernance démocratique et la décentralisation, le développement économique ainsi que l'eau et l'environnement. L'objectif ultime est la transition de la Macédoine vers un système politique démocratique et une économie de marché sociale. www.eda.admin.ch/ddc, « Pays », « Macédoine »

Vouloir, c'est pouvoir

Depuis 2010, je passe la majeure partie de mon temps en Macédoine, le pays où je suis né, mais où je me sens souvent comme un ours blanc dans le désert. Je suis quelqu'un de déterminé, c'est sans doute pour cela que j'en suis là aujourd'hui. Je dirige mon propre bureau d'études à Skopje. Mon père était parti travailler en Suisse avec le statut de saisonnier. À l'âge de 9 ans, je l'ai rejoint avec ma mère ainsi que mes frères et sœurs. L'idée de retourner dans mon pays d'origine a pris forme peu à peu, sur plusieurs années. Elle s'est concrétisée alors que j'occupais mon dernier emploi en Suisse. Une fois achevée ma formation postgrade en gestion d'entreprise, j'ai entassé valises et ordinateur dans ma voiture et je me suis mis en route. C'était il y a six ans.

Le démarrage n'a pas été simple. Mon idée était de mettre sur pied, avec des moyens modestes, une entreprise offrant des prestations de qualité suisse à l'étranger. Je voulais créer des emplois, puis offrir à mes collaborateurs des conditions équitables et des perspectives durables, tout en assurant une gestion rentable. Au début, j'avais un seul employé, que j'ai formé moi-même, car la profession de concepteur n'existait pas en Macédoine. Je ne m'arrêtais pour ainsi dire jamais. Tout reposait sur moi, depuis les travaux administratifs jusqu'à l'acquisition des clients en Suisse, en passant par la bonne exécution des mandats. Et comme le nom de Macédoine ne véhicule pas forcément une image de qualité, nous devions faire du très bon travail pour récolter les premières références positives. Entre-temps, l'équipe s'est agrandie à six collaborateurs et nous pouvons compter sur une clientèle fidèle.

Cette entreprise est en quelque sorte mon enfant. Son bon développement occupera une place primordiale dans ma vie jusqu'à ce qu'elle puisse fonctionner de manière autonome. Par la suite, je voudrais réaliser d'autres projets et passer à nouveau plus de temps en Suisse, où j'ai toujours de nombreux amis et connaissances.

Je remarque régulièrement combien les mentalités sont différentes entre les deux pays. En raison probablement des nombreux changements de sys-

tème politique qu'ils ont connus au cours de l'histoire, les Macédoniens peinent à se projeter dans l'avenir. Cette pensée à court terme est difficile à concilier avec des exigences de qualité élevées. De surcroît, l'atmosphère qui règne ici est marquée par des tensions ethniques. J'ai tenu à ce que ce thème soit débattu ouvertement au sein de mon équipe, car en fin de compte, les origines de chacun importent peu. À l'heure actuelle, l'entreprise emploie cinq Macédoniens, un Turc et moi-même qui suis d'origine albanaise. Nous communiquons le plus souvent en anglais. Pour que tout le monde s'habitue au dialecte alémanique, je laisse toujours Radio ZÜRICH en fond sonore.



Fikret Zendeli est né en Macédoine en 1982. À la fin des années 70, son père est parti travailler en Suisse, d'abord avec le statut de saisonnier. Par la suite, il a pu faire venir sa femme et ses enfants. Après avoir achevé sa scolarité obligatoire en Suisse, Fikret Zendeli s'est inscrit à l'École de technique, d'informatique et d'économie (IBZ) à Zurich et à Aarau, où il a obtenu un diplôme de technicien ES. Puis il a suivi une formation postgrade en gestion d'entreprise à l'École de cadres de Zurich. Ce double national est établi depuis six ans à Skopje, où il dirige son propre bureau d'études. Durant ses loisirs, il pratique surtout le vélo et le tennis.

Je trouve important d'assumer des responsabilités sociales, que ce soit à l'égard de mon personnel ou de la population locale. Mes employés touchent chaque mois des allocations familiales. Je leur recommande toujours de mettre cet argent de côté en vue d'un futur séjour linguistique ou d'une autre formation. Je ne suis jamais à court d'idées. D'ailleurs, c'est le sens de mon prénom : Fikret signifie « créatif ». Afin de partager les fruits de ma réussite, j'aimerais fonder une caisse privée de prévoyance professionnelle et d'assurance-maladie, et ouvrir une crèche pour les enfants de mes collaborateurs.

Ce que je souhaite pour l'avenir, c'est davantage d'échanges avec la Suisse. Le potentiel le plus important réside à mon avis dans le domaine de l'apprentissage. De jeunes Suisses pourraient par exemple venir travailler ici durant une certaine période. De tels échanges culturels profiteraient à tous. On peut encore faire beaucoup de choses dans le domaine de la formation en Macédoine. Le taux de chômage est élevé. C'est pourquoi il est fondamental que chacun se donne les moyens d'avancer en suivant une bonne formation et apprenne à assumer ses responsabilités. ■

(De l'allemand)

L'avenir aura le goût du miel

La production de miel et de cire est porteuse d'espoir pour les apiculteurs du Darfour. Soutenu par l'aide humanitaire de la DDC, un projet leur permet d'acquérir de meilleures méthodes de fabrication et de transformation. Il les aide également à accéder aux marchés locaux.



Les apiculteurs apprennent des méthodes de production et de transformation qui leur permettent d'être plus efficaces et d'augmenter leurs revenus.

(lb) En 2003, les tensions entre les différentes communautés du Darfour, à l'ouest du Soudan, conduisent à la guerre. Des milliers de personnes fuient les combats et trouvent refuge dans des camps de déplacés internes. Abdul-Aziz et son épouse en font partie. En quittant sa terre, ce petit agriculteur et apiculteur perd tout ce qu'il possède. Dans le camp de Mukjar, au Darfour occidental, il n'a toutefois aucune perspective. La vie y est infernale, en raison notamment de la surpopulation. Abdul-Aziz décide alors de regagner son

village, Bindisi, où il compte reprendre ses activités agricoles, tout en sachant que la situation n'est pas meilleure là-bas. Cependant, la chance lui sourit. Il peut adhérer à une association d'apiculteurs qui vient de se créer. « Grâce à ce projet, je parviens à nourrir ma famille. Je produis du miel et de la cire d'abeille, que je vends ensuite sur le marché local », indique-t-il.

Le projet, cofinancé par la DDC, a été lancé par l'ONG française Triangle Génération Humanitaire en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement. Il a pour but d'assurer des moyens d'existence aux petits paysans pauvres et d'encourager la création d'associations professionnelles. « Les apiculteurs apprennent des méthodes de production et de transformation qui leur permettent d'être plus efficaces, d'augmenter leurs revenus et d'améliorer la qualité de leurs produits. L'accès aux marchés et aux services financiers est également facilité », explique Gabriela Steinemann, chargée de programme suppléante pour l'Afrique centrale et la région des Grands Lacs à l'aide humanitaire de la DDC.

Forte participation des femmes

Entre 2010 et 2015, onze associations d'apiculteurs ont vu le jour. Elles regroupent 3300 ménages ruraux, contre 52 au départ. Durant cette période, le revenu moyen de ces familles est passé de 1600 à 2900 francs par année. De nombreuses femmes participent également au projet et aux cours. Parmi elles figurent Nor Elsham Abdlgadir Mohamed, âgée de 21 ans et mère de six enfants. « Je produis chaque semaine entre cinquante et soixante doses de cire d'abeille, ce qui me rapporte environ 28 francs. Ce revenu hebdomadaire est suffisant pour faire vivre toute ma famille », indique-t-elle.

Le projet associe l'aide humanitaire d'urgence avec la reconstruction et le développement à long terme. Il est mis en œuvre dans 47 communes, réparties dans cinq régions du Darfour. La Suisse continuera de soutenir de telles initiatives au Soudan, afin d'offrir aux gens des perspectives d'avenir. ■

(De l'italien)

Le conflit au Soudan

La guerre qui a éclaté au Darfour en 2003 – en même temps qu'au Kordofan du Sud et dans le Nil Bleu – a fait plus de 300 000 morts et 3,7 millions de déplacés internes. En dépit des efforts déployés pour rétablir la paix, les tensions persistent et sont accompagnées de violents affrontements. L'accès humanitaire, en particulier aux zones contrôlées par l'opposition, est devenu très problématique. La population est également frappée par la criminalité – qui résulte de la pauvreté et des inégalités –, la sécheresse et les inondations. Les projets de la DDC poursuivent plusieurs objectifs : assurer les services de base, actuellement très rudimentaires, garantir le respect des droits de l'homme, améliorer les moyens d'existence de la population et renforcer sa capacité de résilience. Ils favorisent ainsi le développement à moyen et long terme.

www.ddc.admin.ch, « Pays », « Soudan »

Ouvrir des perspectives à la nouvelle génération

Si des milliers de jeunes Kosovars arrivent chaque année sur le marché du travail, rares sont ceux qui trouvent un emploi. Pour beaucoup, les immenses espoirs nés avec l'indépendance du pays se sont évanouis. C'est pourquoi la DDC s'engage en faveur de la création d'emplois.



Laurent Cocchi

Malgré le taux de chômage élevé, une atmosphère de renouveau est perceptible à Pristina. En dehors du centre-ville, le paysage urbain se caractérise toutefois encore par d'anciens immeubles préfabriqués datant de l'ère communiste.

Divertissante recherche d'emploi

Informier et former sur le mode du divertissement. Telle est l'idée à l'origine de l'émission télévisée *PunPun* (TravailTravail), cofinancée par le projet EYE. Pendant huit semaines, les téléspectateurs suivent de jeunes Kosovars dans leur quête d'un emploi. La perspective d'un poste fixe attend le gagnant. Très populaire, cette émission distrayante diffuse des informations de fond sur le chômage et fournit des conseils pratiques aux demandeurs d'emploi. Vu le succès de la première saison – quatre des huit candidats ont décroché un job –, dix nouveaux épisodes seront diffusés cette année.

(fu) Le monument «Newborn» (qui signifie «nouveau-né» ou «né à nouveau») se dresse au cœur de Pristina. Il a été dévoilé au public le 17 février 2008, date de l'accession du Kosovo à l'indépendance. Les sept lettres de ce mot anglais, fabriquées avec des plaques de métal et peintes aux couleurs vives, ont chacune trois mètres de haut. Elles symbolisent l'espoir qu'avait fait naître parmi la population ce profond changement : l'indépendance n'apporterait pas seulement la liberté politique, mais également des emplois et des perspectives économiques.

Huit ans plus tard, le vent d'optimisme est retombé. Une grave crise agite le plus jeune pays d'Europe. Les rues de Pristina sont régulièrement le théâtre de manifestations violentes. Les partis politiques se querellent tellement que le Parlement ne pouvait presque pas fonctionner normalement ces derniers temps. À cela s'ajoute une crise économique. Ce petit pays enclavé n'affiche en effet qu'une faible croissance, la corruption se propage et un tiers de la population vit dans la pauvreté.

Environ 60% des jeunes au chômage

La situation est particulièrement difficile pour les jeunes adultes, cette génération dont la sculpture «Newborn» est l'emblème officiel. La population du Kosovo est la plus jeune d'Europe : la moitié des habitants ont moins de 30 ans. Pourtant, sur les 25 000 d'entre eux qui arrivent chaque année sur le marché du travail, seule une minorité trouve un emploi digne de ce nom. Selon les statistiques, le taux de chômage atteint 60% parmi les jeunes. C'est là un record européen.

Stefan Butscher, conseiller régional de la DDC pour l'économie et l'emploi, résume ainsi la situation : «L'économie ne croît pas assez vite, le secteur privé est encore jeune et peu compétitif et les investissements internationaux se font attendre.» En conséquence, le pays manque d'emplois. Ce déficit frappe surtout les derniers arrivés sur le marché du travail.

Le projet «Promouvoir l'employabilité des jeunes» (EYE), financé par la DDC, s'attaque à ce pro-

blème. Il est mis en œuvre par Helvetas Swiss Intercooperation avec le partenaire local MDA. Selon Heini Conrad, responsable pour le Kosovo au sein de l'œuvre d'entraide suisse, une approche globale s'impose: «Les causes du chômage des jeunes étant multiples, il faut plus que des mesures isolées pour le résorber.» Le projet ne vise donc pas seulement à améliorer la qualification des jeunes demandeurs d'emploi, mais agit aussi du côté de l'offre. Il collabore avec des employeurs, afin de créer de nouveaux postes et des places de formation.

Cours de perfectionnement axés sur la pratique

D'un côté, la Suisse aide les écoles professionnelles et les universités kosovares à mieux adapter leurs formations aux exigences du marché en impliquant davantage l'industrie dans la conception des plans d'études. D'un autre côté, elle soutient les entreprises des secteurs porteurs de croissance, tels le commerce de détail, l'informatique et l'industrie alimentaire, pour qu'elles puissent créer des emplois et mettre sur pied des programmes internes de formation. Des cours de perfectionnement ciblés permettent en outre aux jeunes qui arrivent sur le marché du travail de combler leurs lacunes et d'acquérir de l'expérience dans un cadre proche de la pratique. Un autre volet du projet vise à créer de nouveaux portails de placement, la plupart sur Internet.

Arlind Gashi, âgé de 25 ans, est l'un des premiers

participer au programme Praktik soutenu par le projet EYE. Trois mois de cours lui ont permis d'acquérir une expérience pratique et d'entrer en contact avec une entreprise pour y faire un stage. Aujourd'hui, il occupe un emploi fixe dans cette firme.

Au total, plus de 5000 jeunes adultes ont déjà bénéficié de mesures de perfectionnement semblables ou analogues. Par ailleurs, le projet a jusqu'ici contribué à créer plus de 1600 emplois. Un succès en-



Christian Bostel (2)

Le programme de perfectionnement professionnel Praktik organise aussi des cours d'informatique pour enfants.

courageant, note Heini Conrad: «Cela ouvre des perspectives aux jeunes et réduit le nombre de ceux qui optent pour l'émigration.»

Beaucoup reste à faire, mais le potentiel est là

Vu la situation difficile, de gros efforts devront encore être consentis avant que les espoirs des jeunes Kosovars se réalisent. Heini Conrad n'en affiche pas moins un optimisme prudent quant à l'avenir du pays: «S'il parvient à créer des structures permettant aux jeunes de déployer leur potentiel, le Kosovo trouvera sa voie.» Stefan Butscher estime lui aussi que la nouvelle génération est prometteuse: «Le Kosovo n'a pas encore atteint un stade de développement très avancé. Mais si les jeunes têtes intelligentes accèdent peu à peu à des postes de cadres, les progrès ne se feront pas attendre.» ■

(De l'allemand)

Des ponts entre la Suisse et le Kosovo

La diaspora kosovare de Suisse est l'une des plus grandes d'Europe. Ses membres voyagent souvent entre les deux pays et peuvent établir des ponts – notamment pour contribuer au développement de leur patrie. Preuve en est le cas de l'entreprise Baruti: fondée en 2011 par trois doubles nationaux, elle emploie désormais plus de 200 personnes à Pristina. Misant sur les connaissances linguistiques de la jeune génération, elle offre des services téléphoniques à des clients du marché germanophone. Le projet EYE aide cette société à obtenir la certification ISO.



Des milliers de jeunes Kosovars en sont réduits, bien malgré eux, à boire du café et à tuer le temps.

bénéficiaires du projet EYE à avoir pu s'insérer dans le monde professionnel. Au terme de ses études en informatique, ce jeune homme originaire de la petite ville de Peja a rapidement compris que cette formation ne l'avait pas préparé à exercer son métier. «L'université ne disposait que de vingt ordinateurs pour 180 étudiants», explique-t-il. Après plusieurs mois de chômage, Arlind Gashi a postulé pour

DDC interne

Soutien aux victimes du conflit syrien

(ung) La DDC débloquera cette année 50 millions de francs pour les victimes du conflit syrien. Depuis le début de la crise, son engagement se monte à plus de 250 millions de francs. En Syrie même, elle soutient des partenaires, comme le Comité international de la Croix-Rouge et les agences onusiennes. La Suisse s'efforce en outre d'améliorer les conditions de travail des acteurs humanitaires dans ce pays. Au Liban et en Jordanie, la DDC mène ses propres projets. Ainsi, elle réhabilite 120 écoles qui accueillent des élèves locaux et des enfants de réfugiés syriens. Plusieurs experts du Corps suisse d'aide humanitaire sont actifs dans la région.

Durée du projet : 2016

Volume : 50 millions CHF

Renforcer l'administration locale

(tne) Dans l'ancienne Yougoslavie, certaines tâches étaient assumées par les *mjesna zajednica*, des communautés communales autogérées. Contrairement aux structures administratives supérieures, celles-ci ont été privées de toute fonction importante depuis les années 90. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'agence suédoise de coopération internationale, la DDC contribue à renforcer les



DDC

mjesna zajednica en Bosnie et Herzégovine. Dans vingt communes, les prestations publiques devraient à l'avenir mieux répondre aux besoins de la population. Au total, quelque 300 000 citoyens bénéficieront de meilleurs services.

Durée du projet : 2015-2019

Volume : 4,1 millions CHF

La croissance pour tous en Afrique

(sauya) Beaucoup de pays africains ont connu une forte croissance ces dernières années sans que les personnes en situation précaire ne puissent pleinement en profiter. La DDC a lancé le projet African facility for inclusive markets 2.0, afin de soutenir le renforcement du rôle du secteur privé dans le processus de développement. À cet effet, elle collabore avec le PNUD.

Il s'agit notamment de donner les moyens à des entreprises sociales d'étendre leurs activités. Ces firmes fourniront des services en rapport avec la santé, l'éducation ou l'accès facilité aux services financiers. Elles auront la possibilité de réaliser des profits, mais devront fournir des prestations accessibles pour les personnes disposant de peu de moyens. *Durée du projet : 2015-2017*
Volume : 3,7 millions CHF

Optimiser la consommation d'eau dans les champs

(sauya) Le riz et le coton sont essentiels pour la sécurité alimentaire et le commerce agricole en Asie. Leur culture accapare toutefois 30% de la totalité de l'eau utilisée pour irriguer les champs dans le monde. Lancé l'an dernier, le projet Water efficiency in rice and cotton aide 45 000 petits



Capolettu/Hevelias

exploitants à optimiser leur consommation d'eau dans quatre pays d'Asie : l'Inde, le Pakistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan. Les cultivateurs entreprennent divers travaux, comme le nivellement du sol, afin de minimiser les écoulements d'eau hors des champs. Des entreprises, comme les groupes Coop, Ikea et Mars Inc., sont des partenaires de ce projet. Pour soutenir les exploitations agricoles qui économisent l'eau, elles achètent leurs marchandises à un prix plus élevé que celui du marché. *Durée du projet : 2015-2018*
Volume : 3,38 millions CHF

Animaux sains, population saine

(bm) La région Somali, à l'est de l'Éthiopie, est très peu développée. Elle concentre sur des terres semi-désertiques la moitié des éleveurs nomades du pays. Le pastoralisme est la principale source de revenus. Outre le manque d'eau, la dégradation des terres et la vétusté ou l'absence d'infrastructures, les nomades doivent faire face aux maladies infectieuses véhiculées par leur cheptel. Certaines de ces pathologies, telles que la rage, se transmettent à l'homme. Elles constituent une menace directe pour la sécurité alimentaire, la nutrition et les revenus, ainsi que pour la santé. La DDC soutient un projet qui vise à développer une offre de services sanitaires adaptés aux besoins de la population. Elle travaille en partenariat avec

l'Université de Jijiga, capitale de la région Somali, et l'Institut tropical et de santé publique suisse. Le projet adopte une approche novatrice qui combine la santé humaine et animale. Il finance notamment la formation d'étudiants.

Durée du projet : 2015-2020

Volume : 2 millions CHF

Réduire la violence envers les femmes

(bm) Au Népal, la moitié des femmes subissent des violences au moins une fois dans leur vie. Environ 75% des victimes ne cherchent pas d'aide. Beaucoup n'en parlent même à personne. Ce phénomène est largement répandu en raison des valeurs patriarcales prédominantes dans la société népalaise. Il s'explique aussi par une faible application des lois ainsi que par un manque



Tolga Sezgin/NurPhoto/istat

d'information sur les droits des femmes et sur les services d'aide aux victimes. La DDC vient de lancer un projet qui vise à réduire la violence sexospécifique en contribuant à l'autonomisation des femmes et des filles, et en renforçant les institutions. Des activités de prévention, qui impliquent les femmes, les filles, les hommes et les garçons, bénéficieront à plus de 120 000 ménages dans trois districts. Ce projet propose aussi un soutien médical, psychosocial et juridique aux victimes.

Durée du projet : 2016-2018

Volume : 3 millions CHF

Faut-il rebattre les cartes de la coopération ?

Le groupe des pays à revenu intermédiaire s'agrandit, tandis que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême connaît un net recul. Quelles sont les conséquences de cette évolution pour la coopération internationale au développement ? Faut-il revoir les priorités et réorienter les programmes ? De Jens Lundsgaard-Hansen.



Tyler Hicks/NYT/Redux/laif

Dans les pays à revenu intermédiaire – dont fait partie le Nigeria avec sa mégapole Lagos qui compte 13 millions d'habitants –, l'aide publique au développement ne représente plus que 18% du financement extérieur.

Depuis 1990, le nombre des personnes qui vivent avec moins de 1,90 dollar par jour, donc dans une pauvreté extrême, a diminué de plus d'un milliard. Selon Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies, cette évolution repose principalement sur «le mouvement de lutte contre la pauvreté le plus réussi de l'histoire», à savoir la mobilisation mondiale en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement.

La même tendance est visible au niveau des revenus nationaux : le groupe des pays à revenu intermédiaire (PRI) s'est renforcé par rapport à celui des pays les moins avancés (PMA). Le Vietnam, le Ghana et le Nigeria, mais aussi des États très peuplés, comme le Brésil, l'Inde et la Chine, sont désormais classés parmi les PRI. Nombre d'entre eux obtiennent aujourd'hui plus facilement des crédits internationaux aux conditions usuelles du marché. Les ressources de l'aide publique au développement (APD) ne représentent plus que 18% des fonds étrangers dans les PRI. Cette proportion corres-

pond environ à 5% de leurs recettes fiscales, selon des chiffres de 2011.

Dépendants de l'aide extérieure

La situation se présente autrement pour les PMA et les pays fragiles. En Asie du Sud, 17% des habitants vivent toujours dans une pauvreté extrême. Ce taux atteint même 41% en Afrique subsaharienne. En revanche, il est tombé à 4% en Chine et en Amérique latine. Dans les pays les moins avancés, l'aide au développement représente environ 70% du financement extérieur. Pour générer eux-mêmes une somme équivalente, ces pays devraient investir 40% de leurs recettes fiscales. Autrement dit, les pays les plus pauvres ont peu de moyens pour mobiliser leurs propres ressources et ils n'attirent guère les capitaux étrangers.

Faut-il par conséquent revoir les priorités au profit des pays les plus pauvres ? Gyan Chandra Acharya, secrétaire général adjoint des Nations Unies et Haut-Représentant pour les PMA, plaide pour

Pays à revenu intermédiaire

L'ONU, la Banque mondiale et l'OCDE classent les pays en développement en fonction de leur revenu national brut (RNB). Dans les pays à faible revenu, le RNB par habitant est de 1045 dollars par an ou moins. Dans les pays à revenu intermédiaire (PRI) de la tranche inférieure, il se situe entre 1046 et 4125 dollars et dans ceux de la tranche supérieure entre 4126 et 12 745 dollars. À titre de comparaison, la Suisse affichait en 2013 un RNB par habitant d'environ 88 000 dollars. Depuis le tournant du millénaire, 28 États se sont hissés dans la catégorie des PRI. Celle-ci regroupe environ 5 des 7,4 milliards d'habitants de la planète.

www.oecd.org, chercher « bénéficiaires d'APD »
www.unssc.org, chercher « Middle Income Countries »



Simon Huber

En Asie du Sud, 17% de la population vit toujours dans une pauvreté extrême. De nombreux enfants ne vont pas à l'école, comme ici dans la plaine du Terai au Népal.

Mesurer la pauvreté

Actuellement, une personne est considérée comme extrêmement pauvre lorsqu'elle dispose de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, selon la définition de la Banque mondiale. L'indice de développement humain (IDH), calculé par l'ONU, tient compte non seulement du revenu, mais aussi d'autres facteurs, comme l'espérance de vie et la formation. L'indice de la pauvreté multidimensionnelle (IPM) englobe également d'autres indicateurs et permet dès lors des évaluations plus spécifiques. Le PNUD utilise ces deux indices pour élaborer son *Rapport annuel sur le développement humain*. À titre d'exemple, l'IDH du Ghana se situait à 0,579 en 2014 (140^e rang mondial) et celui de la Suisse à 0,93 (troisième rang).

l'option suivante : la moitié de l'APD devrait bénéficier aux pays les plus pauvres. En 2014, ces derniers n'ont reçu que 30% de l'aide fournie par les États membres de l'OCDE. « Notre défi va être de trouver les moyens d'acheminer une plus grande partie de l'aide vers les pays qui en ont le plus besoin », constate Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE. L'Agenda 2030 de l'ONU, c'est-à-dire les Objectifs de développement durable, appelle pour sa part les pays donateurs à consacrer au moins 0,2% de leur revenu national brut aux PMA – contre 0,09% aujourd'hui.

Un classement arbitraire

Il semble donc clair qu'à l'avenir, les pays les plus pauvres recevront davantage de fonds de l'APD. Qu'en est-il des États à revenu intermédiaire ? La coopération au développement doit-elle s'en désintéresser totalement ? Ce n'est pas aussi simple. Les pauvres sont plus nombreux dans les PRI que n'importe où ailleurs. Voilà pourquoi l'objectif 1 de l'Agenda 2030 vise à « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde ». Pour Anne Moulin, spécialiste de la pauvreté et du développement social à la DDC, une chose est sûre : « Considérer uniquement le revenu par habitant est une approche unidimensionnelle, alors que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel. » Le classement, somme toute arbitraire, des pays dans des groupes de revenu ne signifie pas grand-chose. Un pays peut, par exemple, rejoindre la ca-

tégorie des PRI uniquement parce que les taux de change ont varié ou que le prix des matières premières a connu un boom passager. « En outre, une grande partie de la population ne profite nullement de cette légère hausse du revenu national. Le débat autour des PRI n'a donc guère de sens », ajoute Anne Moulin.

Tenir compte des pires inégalités

Pierre-André Cordey, spécialiste de politique économique à la DDC, remarque que la coopération doit prendre en considération différents aspects, en plus du revenu par habitant – même dans le cas des PRI. « Cela inclut les faiblesses structurelles et les défis politiques, par exemple dans les domaines de la santé, de la formation et de la participation démocratique. Il y a aussi la contribution des PRI aux problèmes mondiaux, comme l'environnement et le changement climatique, et certainement aussi les inégalités, parfois choquantes, au sein de ces pays. » Pour mesurer l'inégalité, le coefficient de Gini est un bon outil. Plus sa valeur est proche de 100, plus la répartition du revenu est inégale. Alors que des pays très pauvres, tels l'Afghanistan ou le Bangladesh, affichaient respectivement 27,8 et 32,8 en 2013, le Brésil et le Honduras, tous deux des PRI, atteignaient 52,9 et 53,7. En d'autres termes, leur revenu national moyen est certes plus élevé, mais réparti de manière très inégale. La pauvreté reste donc très présente dans ces pays et il n'est pas étonnant que l'objectif 10 de l'Agenda 2030 soit inti-



Stefano Tommaso/Hanis/af

Au Honduras, le revenu national moyen a certes augmenté ces dernières années, mais il est réparti de manière très inégale et la pauvreté reste largement répandue.

tulé «Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre».

La coopération internationale ne se détournera donc probablement pas des PRI, mais ses priorités pourraient évoluer. «Le développement n'est pas seulement une question d'argent», souligne Anne Moulin. «Dans les PRI, nous devons mettre l'accent sur la transmission ciblée de connaissances et d'expériences, afin que les gens acquièrent de nouvelles compétences pour faire évoluer la société.» Remo Gesù, codirecteur des programmes internationaux chez Helvetas, explique la politique de cette ONG en la matière: «La moitié de nos pays partenaires sont de petits PRI, qui appartiennent à la tranche inférieure de cette catégorie et où les inégalités sont profondes. Nous nous sommes déjà retirés des grands PRI.» Les priorités ont claires: «Nos programmes soutiennent d'une part les minorités, qui sont le plus souvent discriminées et ne profitent pas de la croissance économique. D'autre part, nous œuvrons dans le domaine de l'environnement et du changement climatique.» Quant à l'Entraide protestante suisse, elle mène des activités dans des pays émergents tels que l'Inde et le Brésil, en avançant des raisons similaires: «Seule une petite partie de la population bénéficie de l'essor économique. Les inégalités restent criantes», observe Olivier Schmid, chargé de communication.

Modifier les structures

Selon Anne Moulin, le lien étroit entre pauvreté

et répartition inégale du revenu, des biens et des droits saute aux yeux. «En fin de compte, on s'interroge toujours sur la répartition du pouvoir, que ce soit dans la famille, le village, le pays tout entier ou le système politique. Les structures culturelles et sociales jouent un rôle essentiel, mais il est difficile d'aborder des sujets tels que le pouvoir et la propriété.» Une solution consiste à améliorer le système fiscal. Une autre passe par les réformes agraires. Dans les zones rurales, l'absence d'accès à la terre est en effet l'une des principales causes de la pauvreté et de la faim.

Outre l'aide publique au développement, note l'OCDE, il faudra mobiliser bien d'autres ressources et crédits pour réaliser l'Agenda 2030. L'APD classique, du Nord vers le Sud, ne suffit plus. Avec le renforcement des PRI, l'aide Sud-Sud gagne aussi en importance. Par ailleurs, on devra élaborer de nouveaux plans d'action contre les faiblesses structurelles et réformer la fiscalité ainsi que le système politique. Conclusion de l'OCDE: «Les options pour les pays en développement sont de plus en plus innovantes.»

En 2016, la coopération au développement sera sous les feux de l'actualité également en Suisse. Le message du Conseil fédéral concernant la coopération internationale 2017-2020 définit les priorités et le cadre financier. Il faut s'attendre à des débats passionnés au Parlement. ■

(De l'allemand)

Réformer la fiscalité

Une fiscalité plus efficace améliorerait sensiblement la situation des pays en développement. Chaque année, les flux illicites de capitaux font perdre à l'Afrique quelque 50 milliards de dollars, soit nettement plus que les montants qu'elle reçoit au titre de l'aide au développement. Si les pays en développement parvenaient à accroître leurs recettes fiscales de 1% de leur produit intérieur brut, ils mobiliseraient ainsi des moyens équivalents au double de cette aide. Il vaudrait donc la peine d'investir dans les réformes fiscales ou la lutte contre l'évasion fiscale. Or, comme le soulignent Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, et Erik Solheim, président du Comité d'aide au développement de cette organisation, seul 0,1% de l'aide sert actuellement à soutenir les systèmes fiscaux. www.project-syndicate.org, chercher «Making the most of more aid»

La Colombie en mouvement

Alors que la Colombie se préparait pour le carnaval de Barranquilla, l'une des fêtes les plus importantes du monde, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté le 25 janvier dernier une résolution qui donne aux habitants un motif supplémentaire de faire la fête : il a annoncé son intention de s'associer aux efforts déployés pour rétablir la paix dans le pays. L'ONU se chargera de superviser le cessez-le-feu et le dépôt des armes. Ces mesures sont prévues dans le processus de paix qui se déroule à La Havane et qui pourrait mettre un terme à plus de soixante ans de conflit entre l'État et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

Après trois ans et cinq mois de négociations, la fin du conflit le plus ancien du continent américain se dessine à l'horizon. Les retombées que la Colombie escompte de l'accord de paix sont nombreuses. Des centaines de milliers de Colombiens cesseront de perdre la vie, de se déplacer contre leur gré à travers le territoire national, dans la pauvreté la plus extrême, de voir leurs droits de l'homme violés et leur existence détruite. De plus, le pays pourra concentrer ses efforts dans le lancement de nouveaux processus de développe-

ment et d'équité sociale, dès lors qu'il aura cessé d'investir son budget dans la guerre.

Le défi n'est pas des moindres. Une fois que les FARC et le gouvernement colombien auront signé un accord de paix, celui-ci devra encore être approuvé par les citoyens avant d'entrer en vigueur. Tandis que la communauté internationale contrôlera les étapes du cessez-le-feu, une Commission de la Vérité se chargera de panser les terribles blessures du passé. L'État devra accélérer le processus visant à réinsérer les combattants démobilisés, pour qu'ils puissent prendre un nouveau départ dans la vie civile. Il faudra aussi que le secteur productif national améliore ses structures, afin d'absorber quelque 20 000 personnes qui auront besoin d'un emploi. Le gouvernement et les FARC – cette fois, non plus en tant que guérilla, mais en tant que mouvement politique – devront asseoir les bases permettant la participation de ces anciens soldats à la vie démocratique de la nation. Les Colombiens pourront se préparer à habiter dans un pays nouveau : les voix divergentes auront leur place dans le débat politique national ; elles ne seront plus celles d'ennemis, mais de

contradicteurs. Le déficit démocratique n'a pas seulement été la cause du conflit en Colombie. Il en est aussi l'une des conséquences les plus palpables. Le pays est polarisé sur le plan idéologique. Historiquement, la variété d'opinions a été interprétée comme une bataille à mort entre les guerriers des camps opposés. Tout cela devra changer.

Cependant, la Colombie est déjà en mutation et se développe en dépit du conflit. Depuis deux décennies, les mouvements sociaux engrangent des succès fondamentaux dans la défense de leurs droits. Des débats sont en cours sur l'égalité des genres, les droits de la population homo-, bi- et transsexuelle (LGBT) et l'avortement. Les autorités ont approuvé l'usage du cannabis à des fins médicales. Parallèlement, elles poursuivent la lutte contre le trafic de drogue, comptant ainsi débarrasser le pays des stigmates qui l'ont marqué au niveau international. Les Colombiens perdent peu à peu la crainte de s'exprimer, de dénoncer et de revendiquer, même si le pays est toujours en construction, même si des menaces continuent de planer sur la vie de ceux qui pensent différemment. La fin des combats



Ana María Arango vit et travaille à Bogotá, la capitale colombienne. Elle est journaliste, animatrice et analyste politique dans le cadre d'une émission de télévision très populaire, *El primer Café*, diffusée sur la chaîne Canal Capital. Ce programme traite avec humour de la politique et de l'actualité. Au cours des dernières années, Ana María Arango a également été active comme conseillère dans des domaines tels que la coopération au développement, la gestion de l'information, les droits de l'homme et l'aide humanitaire. « Mais avant tout, je suis professeure, c'est ma vocation première », précise la jeune femme qui enseigne les sciences politiques à l'Université Externado de Colombia, à Bogotá. « Enseigner n'est pas seulement ma profession, c'est aussi mon hobby. »

entre les FARC et le gouvernement est une étape fondamentale sur le chemin de la paix, mais la tâche ne fait que commencer. La Colombie doit s'attaquer aux causes du conflit, afin de les éradiquer. Comme dans d'innombrables autres cas de violence à travers le monde, les vrais ennemis sont la pauvreté et l'exclusion.

À l'heure où les tractations avec la guérilla la plus puissante et la plus ancienne du continent semblent arriver à leur conclusion, le défi sera d'imaginer des solutions permettant de construire une société prospère dans laquelle tous les citoyens trouvent leur place. ■

(De l'espagnol)



Le Guatemala a soif de cinéma

En février 2015, le réalisateur guatémaltèque Jayro Bustamante a obtenu un Ours d'argent au Festival du film de Berlin pour *Ixcanul*, son premier long métrage. Cette reconnaissance a également inscrit un nouveau pays latino-américain sur la carte mondiale du cinéma. Walter Ruggie* se penche sur la situation du septième art au Guatemala, où Jayro Bustamante lance un projet de « cinébus » afin de favoriser la diffusion de films.



Récompensé par un Ours d'argent à la Berlinale, « *Ixcanul* » est le premier film à avoir été tourné dans la langue des Mayas. Cette communauté indigène du Guatemala lui a donc réservé un accueil enthousiaste.

« Le cinéma est devenu le vecteur de la culture par excellence. C'est le moyen idéal de voyager dans d'autres mondes, d'autres époques, d'autres réalités, d'autres modes de vie. En retraçant des destins humains, les auteurs peuvent même parvenir à surmonter les différences culturelles. Le cinéma suscite une réflexion et invite à abolir les

frontières. » Voilà comment Jayro Bustamante résume l'aventure de son premier long métrage. Ce jeune réalisateur, né en 1977 au Guatemala, sait précisément de quoi il parle et pourquoi il a tourné ce film, dont le succès lui fait aujourd'hui parcourir toute la planète. Sa mère était médecin. Enfant, il a passé des années avec elle dans les montagnes des

Mayas Cakchiquel. Plus de 75% des indigènes vivent dans les zones rurales. Jayro Bustamante leur a donné un visage, mais aussi la parole. Comme le montre son film, ces gens s'expriment dans une langue maya qu'eux-mêmes maîtrisent parfaitement, mais que la minorité blanche – qui dirige le pays – ne comprend pas.

Renforcer la conscience culturelle

María, l'héroïne du film, est une Maya de 17 ans. Elle vit avec ses parents dans une plantation de café située au pied d'un volcan en activité. Elle est promise au contremaître de la plantation, car ce mariage garantirait une plus grande sécurité à sa famille. Mais María a envie de découvrir



le monde qui se trouve au-delà du volcan. Elle se laisse séduire par Pepe, un cueilleur de café qui désire émigrer aux États-Unis. Mais Pepe part sans elle. María redécouvre alors son monde et sa culture, et le spectateur avec elle. Dans chaque scène du film, on sent que Jayro Bustamante connaît la vie qu'il décrit. Jusqu'ici, le Guatemala a brillé par son absence dans le monde

du cinéma. Il vient à peine de commencer à élaborer les structures nécessaires à une production cinématographique nationale. Le succès d'*Ixcánul* y a sans nul doute largement contribué : il a donné une visibilité internationale au pays ; à l'intérieur, il a fait comprendre que les films peuvent témoigner de la vie quotidienne, raconter des histoires et renforcer la conscience culturelle, mais aussi que ce sont des ambassadeurs.

Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine, le Guatemala ne s'est pas encore doté d'un institut cinématographique public qui aurait la tâche de promouvoir la production nationale de films. Il a un important retard à rattraper, même par rapport aux pays andins. Le Pérou et l'Équateur, par exemple, ont mis en place des structures stables ces dernières années. On y a tourné des films qui ont connu

une carrière internationale (par exemple *La teta asustada* de Claudia Llosa, au Pérou, et *Que tan lejos* de Tania Hermida, en Équateur).

Récompenses et revirement

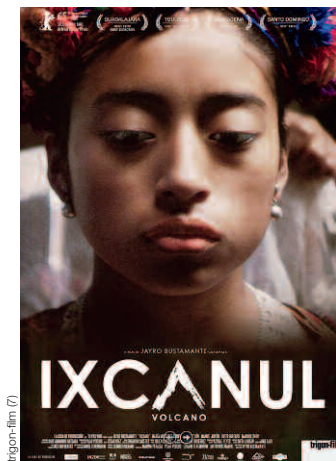
Certes, il existe depuis dix ans une école de cinéma au Guatemala, mais elle est privée, remarque la productrice Pilar Peredo : « Le pays est dépourvu de toute structure cinématographique. Il n'a même pas une loi sur le cinéma, ni des accords de coproduction, ni des sources de fonds privés. » Dans ces conditions, tourner un film représente un véritable défi. « Mais nous espérons que les choses vont maintenant évoluer petit à petit. *Ixcánul* a créé l'événement et porté dans le débat public la question de la production cinématographique nationale », se réjouit Pilar Peredo.

Ce revirement résulte bien en-

tendu de l'attention suscitée par les prix que le film a remportés au niveau international et qui ont été largement commentés par les médias. En Suisse, *Ixcánul* est arrivé dans les salles en novembre dernier et a rapidement enregistré 8000 entrées. Le film a été produit avec l'appui du fonds suisse Visions sud est et il a été publié en DVD par la fondation trigon-film.

Un cinébus pour les régions reculées

Rendus curieux par les échos de la presse, les Guatémaltèques veulent aussi voir le film. « Nous avons essayé de montrer *Ixcánul* à un maximum de personnes, même dans les régions les plus reculées. Mais pour le projeter, nous devons à chaque fois amener avec nous l'écran et toute l'infrastructure technique », explique Pilar Peredo. Le Guatemala ne compte actuelle-





ment que 19 salles de cinéma, dont treize se trouvent dans la capitale, Guatemala City. Cette situation a incité Jayro Bustamante à lancer un projet pour lequel il cherche encore des moyens financiers : il entend acheter un bus d'occasion et le transformer en cinéma ambulante, afin que toute la population puisse profiter des films qui seront peu à peu tournés dans le pays. Aujourd'hui, constate-t-il, seule une minorité des habitants ont accès au septième art. Les autres en sont privés soit parce qu'ils vivent dans des régions dépourvues de salles de cinéma, soit pour des raisons financières ou encore à cause de la barrière linguistique. Le plus souvent, les gens voient des films à la télévision. Or, celle-ci diffuse des séries américaines sans rapport avec la réalité locale et parvient tout au plus à susciter des fantasmes, que Jayro Bustamante

évoque d'ailleurs dans son film. *Ixcánul* est le premier long-métrage tourné dans la langue des Mayas. Il n'est donc pas étonnant que ceux-ci lui aient réservé un accueil enthousiaste. M. Bustamante a besoin de 120 000 euros pour acheter son bus, le transformer et couvrir la première année d'exploitation, y compris les frais de personnel. Le « cinébus » ira dans les villages et les écoles, afin de faire découvrir le cinéma à la population. *Ixcánul* pourrait bénéficier d'une diffusion plus large au Guatemala. On attend également d'autres films, actuellement en préparation, comme *Uspantan*, le premier long-métrage du Guatémaltèque César Díaz, que la France et la Belgique sont déjà prêtes à coproduire. Jayro Bustamante lui-même rédige un nouveau scénario, dont le titre de travail est *Témblores*. Ce projet explore les

relations entre père et fille dans un contexte urbain et multiculturel.

Le rôle d'une aide non liée

Le fonds suisse Visions sud est s'engage dans la production de films. Par son intermédiaire, la DDC peut soutenir des projets, encourager la formation et renforcer les structures dans les pays bénéficiaires. Selon Pilar Peredo, l'appui en provenance de la Suisse a joué un rôle essentiel dans le cas d'*Ixcánul*, car il a permis de terminer le film dans les meilleures conditions possibles. « L'importance d'un fonds qui soutient la création cinématographique dans un pays comme le Guatemala est cruciale. Il faut que nous puissions compter sur de tels organismes. Cela nous permet de tourner des films dans les conditions locales, même si celles-ci ne sont pas faciles. » La productrice tient à souligner

un aspect en particulier : « Il est essentiel, dans un cas comme le Guatemala, que l'aide ne soit pas liée. Nous pouvons ainsi utiliser réellement les ressources sur place et sans conditions. » Le pays a vraiment soif de cinéma, ajoute de son côté Jayro Bustamante. Et on croit volontiers le jeune réalisateur, car le besoin de relater ses propres histoires en utilisant ses propres formes narratives transparaît clairement dans *Ixcánul*. ■

**Walter Ruggie est journaliste et directeur de la fondation trigon-film, qui s'engage depuis 1988 en faveur du cinéma du Sud et de l'Est.*

(De l'allemand)

Service

EDA interaktiv
DFAE interaktiv
DFAE interattivo
FDFA interactive

www.interactive.eda.admin.ch

DFAE interactif: donnez-nous votre avis!

(cej) Un monde sans pauvreté et en paix, ainsi que la promotion d'un développement durable mondial: tels sont les buts sur lesquels la DDC, la Division sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) concentreront leurs efforts communs dans la période allant de 2017 à 2020. À l'occasion de l'adoption par le Conseil fédéral du nouveau message sur la coopération internationale et de la stratégie de politique étrangère 2016-2019, le DFAE a ouvert un blog qui vise à favoriser l'échange d'idées sur la coopération internationale et ses objectifs, mais aussi sur la politique étrangère en général.
www.interactive.eda.admin.ch

Musique

Rappeur et activiste

(er) Rap, reggae, funk et afro se fondent dans le dernier album de Smockey, portés par les sons traditionnels du balafon, les voix et les percussions. De sa voix chaude et légèrement rauque, le chanteur burkinabé place des accents à la fois puissants et méditatifs sur un hip-hop mêlé de diverses influences. Avec ses textes implacables, écrits en français, il veut attirer l'attention sur les maux qui frappent son pays: la pauvreté, la jeunesse frustrée, les écoles délabrées, la corruption et la criminalité. Ce rappeur, âgé de 44 ans, est

aussi un activiste politique. Il a été l'un des leaders du mouvement démocratique Le Balai Citoyen, qui a conduit en 2014 à la chute du président Blaise Compaoré, autocrate en place depuis 27 ans, puis en 2015 aux premières élections libres depuis cinquante ans. Son album *Pre'volution* rappelle les dysfonctionnements dont souffre le Burkina Faso. Il marque l'avènement d'une époque qui devrait être meilleure et plus démocratique.
Smockey: «Pre'volution – Le Président, ma moto et moi» (Outhere Records/Indigo)

Un voyage hors du temps

(er) La majestueuse forteresse de Mehrangarh, chef-d'œuvre architectural du 15^e siècle, surplombe la ville de Jodhpur, dans le nord-ouest de l'Inde. C'est derrière ces murs qu'ont été enregistrés et filmés les inclassables moments musicaux du double

album *Junun*, un mot hindi qui signifie obsession, folie ou passion. Des percussions indiennes, des instruments à vent, un harmonium, des pistes de guitare et de clavier, associés à des incantations en hébreu, hindi et ourdou, développent une poésie soufie envoûtante. À l'origine de ce voyage hors du temps, on trouve le compositeur, chanteur, guitariste et flûtiste israélien Shye Ben Tzur et le Rajasthan Express, un brass-band qawwali de 19 membres complété par deux chanteuses indiennes. Le talentueux multi-instrumentiste Jonny Greenwood, membre de Radiohead, et Nigel Godrich, producteur de ce groupe culte du rock alternatif, parachèvent le tout en y ajoutant de discrètes couleurs pop.

Shye Ben Tzur, Jonny Greenwood et le Rajasthan Express: «Junun» (Nonesuch/Warner Music)

Beauté et fascination

(er) Vieux Farka Touré, fils du légendaire musicien Ali Farka Touré mort en 2006, et la chanteuse américaine Julia Easterlin sont partis explorer leurs univers musicaux respectifs. Après ce voyage, ils ont décidé d'intituler leur album *Touristes*, un terme qui est également la contraction de leurs deux noms. Le Malien de 35 ans, parfois appelé «le Hendrix du Sahara» en référence à sa virtuosité de guitariste, apporte à cette œuvre commune son blues mélodieux du désert et sa sensibilité rock. Âgée de 26 ans, Julia Easterlin, avec sa voix aux multiples facettes, y insuffle des sonorités indie pop mêlées de folklore. Son chant tout en douceur s'enroule en boucles vocales autour de l'instrumentation contemporaine, lui conférant une couleur inédite. Les textes sont engagés, comme en témoigne la reprise de la chanson de Bob Dylan «Masters Of War». Les dix mor-



ceaux forment un ensemble unique qui mêle insouciance et mélancolie, légèreté et force.
Vieux Farka Touré et Julia Easterlin: «Touristes» (Six Degrees/Indigo)

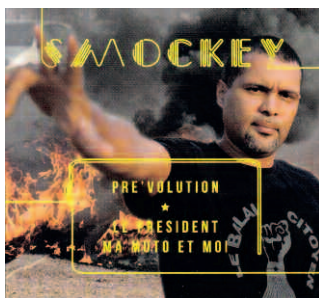
Regard désenchanté sur la Suisse humanitaire

Livres (lb) Jour après jour, les médias nous rapportent les drames vécus par des personnes fuyant la guerre, les catastrophes naturelles ou la faim. Parfois, ces tragédies nous laissent indifférents, tant elles sont récurrentes. Parfois, nous sommes révoltés devant l'incapacité du monde à soulager les souffrances. L'ouvrage *Humanitaire Hilfe Schweiz* (en allemand seulement) dépeint l'environnement dans lequel travaillent les organisations suisses d'aide humanitaire et de coopération au développement. Une bonne vingtaine de spécialistes se penchent notamment sur le rôle des moyens de communication, l'efficacité de l'aide, la difficulté à opérer dans des contextes toujours plus problématiques ou encore l'utilisation des dons. Ce livre de près de 400 pages apporte des réponses critiques à nombre de questions concernant l'aide humanitaire suisse.

Walter Rüegg et Christoph Wehrli (éds): «Humanitaire Hilfe Schweiz – Eine Zwischenbilanz», éditions NZZ Libro, Zurich, 2016

Autobiographie d'un enfant soldat

(bf) Junior Nzita Nsuami a été recruté de force à l'âge de 12 ans en République démocratique



du Congo (RDC). Dans un livre aussi passionnant qu'instructif, cet ancien enfant soldat décrit les atrocités pour lesquelles il a été formé et qu'il a été obligé de commettre. Il explique également comment il a réussi à surmonter ses traumatismes. Démobilisé en 2006 et réinséré dans la société, il a fondé en 2010 l'organisation Paix pour l'enfance, à Kinshasa. Celle-ci se donne pour mission de trouver de nouvelles familles pour les enfants devenus orphelins du fait de la guerre en RDC. Junior Nzita Nsuami, âgé aujourd'hui de 32 ans, est aussi ambassadeur de bonne volonté des Nations Unies pour la prévention du recrutement des enfants. Son livre a été publié par Trauma Healing and Creative Arts Coalition (THAC), une ONG active dans le traitement et la réintégration des personnes affaiblies par la guerre, la violence ou d'autres événements traumatisants.

Junior Nzita Nsuami : « Si ma vie d'enfant soldat pouvait être racontée », éditions Persée, Paris, 2012 ; ce livre peut être commandé en ligne sur le site www.thac.ch



Nomades des temps modernes

(bf) Toni Stadler a travaillé dans plusieurs pays du Sud pour le CICR, le HCR et le PNUD. Il a dirigé de 2008 à 2012 la section Analyse et politique de la DDC. Sur la base de ses souvenirs et expériences, il a écrit un roman dont le thème central est la mobilité humaine au niveau mondial. Le personnage principal est un diplomate onusien, Marius B. qui a passé la première moitié de sa carrière dans des pays ravagés par la guerre et la violence. À 45 ans, ce père de famille prend un congé sabbatique au bord du lac Léman, loin des conflits et du stress – c'est du moins ce qu'il croit. Mais Marius B. se trouve entraîné dans la vie turbulente de deux ex-compagnes ambitieuses et de deux voisins excentriques qui sont, comme lui, des apatrides internationalement mobiles. Le roman offre un aperçu de la vie de ces nomades modernes, engagés partout sur la planète au nom d'organisations internationales et dont le nombre s'accroît sans cesse : il décrit leurs amitiés toujours renouvelées, leur routine conjugale ainsi que leurs stratégies pour aborder les cultures et les mentalités les plus diverses, et pour garder leur identité.

Toni Stadler : « Global Times », éditions Offizin, Zurich, 2015

Abi découvre d'autres cultures

(dg) Le DVD *Chez soi ailleurs*

Films propose neuf films d'une série néerlandaise qui adopte le point de vue des enfants pour aborder des thèmes comme la migration, la culture au quotidien, les malentendus et le changement de perspective. Deux de ces films racontent les aventures d'Abi, une fillette de six ans, dont les parents viennent du Surinam. Sur un mode ludique, ils décrivent les malentendus pouvant surgir quand on ne connaît pas les traditions et les coutumes d'un autre milieu culturel. Ils montrent aussi comment les dépasser. Dans *Les Assiettes vides*, Abi rencontre Ilyas, un jeune Éthiopien, qui l'invite à dîner chez lui. Les femmes ont préparé un repas plantureux. Laissée seule le temps de la prière, la petite commence à manger, persuadée que tous les plats lui sont destinés et que, par politesse, elle ne doit rien laisser. Dans *Pingouins*, Abi et son amie observent trois Musulmanes portant un *hijab*, dont la démarche et les vêtements les font penser à des pingouins. Un jour, le ballon d'Abi atterrit sur le balcon de ces femmes. La fillette est alors obligée de surmonter ses peurs et de sonner à leur porte.

Les deux films consacrés à Abi sont disponibles à la location en vidéo à la demande (VOD) et sur le DVD « Chez soi ailleurs ». Production : éducation21, Films pour un seul monde, Baobab, Suisse/Autriche 2013 ; information/distribution : éducation21, tél 021 343 00 21, www.filmmeineuwelt.ch

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Manuel Sager (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Beat Felber, Sarah Jaquéry, Pierre Maurer, Christina Stucky, Özgür Ünal

Rédaction :

Beat Felber (bf – production)
Luca Betti (lb), Jens Lundsgaard-Hansen (lh),

Jane-Lise Schneeberger (jls), Fabian Urech (fu), Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne,

Courriel : deza@eda.admin.ch

Tél. 058 462 44 12

Fax 058 464 90 47

www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 51 200

Couverture : réfugiés au large de l'île grecque de Lesbos, Sergey Ponomarev/laif ; personnel d'entretien à l'hôtel Waldhaus de Sils Maria, Daniel Pilar/laif

ISSN 1661-1675

Coup de cœur



Matthias Günter

Vivre entre deux mondes

Dans son livre « *Elefanten im Garten* », l'auteure bernoise Meral Kureysli fait la navette entre son Kosovo natal et la Suisse.

J'avais dix ans lorsque ma famille et moi sommes arrivés en Suisse. Venus de Prizren, une ancienne ville ottomane du Kosovo, nous débarquions en terre alémanique, à Berne. C'est encore là que je vis aujourd'hui. À 23 ans, j'ai perdu mon père. Il est enterré à Prizren et je vis désormais entre ces deux endroits. En fait, je me sens chez moi partout où se trouvent ma famille et mes amis. À travers l'écriture – une passion depuis mon enfance –, je me projette là où je ne suis encore jamais allée. J'écris ma vie, puis j'essaie de la vivre. Écrire est plus facile. Des réalités apparaissent qui n'en sont pas. Rien de ce que je ressens n'est réel ou irréel. Tout se situe entre les deux, le tangible m'échappe constamment. Et soudain, je pense comme j'écris et j'écris comme je pense. Cela me transporte dans d'autres vérités. La lecture me ramène à ma propre réalité. C'est l'une des raisons pour lesquelles je recommande vivement les livres de Navid Kermani, un auteur allemand d'origine iranienne, et en particulier *Zwischen Koran und Kafka* (disponible seulement en allemand).

(Propos recueillis par Jens Lundsgaard-Hansen)

« On considère désormais la migration comme une chance pour le développement, et non plus comme un problème à éradiquer. »

Vincent Chetail, page 10

« La moitié au moins de ceux qui ont terminé leurs études avec moi vivent à l'étranger aujourd'hui. »

Vasko Cacanovski, page 18

« Comme dans d'innombrables autres cas de violence à travers le monde, les vrais ennemis sont la pauvreté et l'exclusion. »

Ana María Arango, page 30
